

**CENTRE RÉGIONAL  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
POUR L'AFRIQUE AUSTRALE**



**AFRITAC**  
Sud

---

**RAPPORT  
ANNUEL**

---

**2022**

---



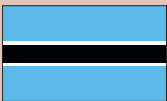
AFRITAC Sud est le fruit d'une initiative du FMI et bénéficie du soutien de ses pays membres et de plusieurs partenaires pour le développement :



Afrique du Sud



Angola



Botswana



Comores



Eswatini



Lesotho



Madagascar



Maurice



Mozambique



Namibie



Seychelles



Zambie



Zimbabwe



**CENTRE RÉGIONAL  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
POUR L'AFRIQUE AUSTRALE**



---

**RAPPORT  
ANNUEL  
2022**

---



# SIGLES ET ACRONYMES

|                |  |             |  |
|----------------|--|-------------|--|
| <b>IFA</b>     | Institut de formation pour l'Afrique             | <b>SNP</b>  | Système national de paiement                           |
| <b>COMESA</b>  | Marché commun de l'Afrique orientale et australe | <b>EGIP</b> | Évaluation de la gestion des investissements publics   |
| <b>IPC</b>     | Indice des prix à la consommation                | <b>GFP</b>  | Gestion des finances publiques                         |
| <b>Fintech</b> | Technologies financières                         | <b>IPP</b>  | Indice des prix à la production                        |
| <b>IMF</b>     | Infrastructures des marchés financiers           | <b>SADC</b> | Communauté pour le développement de l'Afrique australe |
| <b>PIB</b>     | Produit intérieur brut                           | <b>AfSS</b> | Afrique subsaharienne                                  |
| <b>FMI</b>     | Fonds monétaire international                    |             |  |

# TABLE DES MATIÈRES

## ii

Sigles et acronymes

## 1

### SECTION I

Message du président et du directeur d'AFRITAC Sud

## 5

### SECTION II

Exécution du programme de développement des capacités pour l'exercice 2022

- 7 **A** Programme Budgétaire
- 8 **B** Programme de développement des secteurs monétaire et financier
- 10 **C** Programme de statistique
- 13 **D** Programme de formation

## 15

### SECTION III

Priorités pour l'exercice 2023

- 17 **A** Programme budgétaire
- 19 **B** Programme de développement des secteurs monétaire et financier
- 22 **C** Programme de statistique
- 23 **D** Programme juridique
- 24 **E** Interventions auprès des états fragiles

## 27

### SECTION IV

Budget et financement d'AFRITAC Sud

## 31

### ANNEXES

- 32 **Annexe I.**  
Phase II - Principales réalisations par programme de financement et par pays
- 36 **Annexe II.**  
Exécution du plan de travail pour l'exercice 2022
- 42 **Annexe III.**  
Projet de plan de travail pour l'exercice 2023
- 49 **Annexe IV.**  
Séminaires en personne et à distance et ateliers sur mesure prévus pour l'exercice 2023

## GRAPHIQUES

- 11 **Graphique 1.**  
Croissance du PIB réel en 2021 (pourcentages)
- 11 **Graphique 2.**  
PIB réel par habitant moyen dans les pays fragiles ou en conflit relevant de différents centres régionaux d'assistance technique d'Afrique subsaharienne
- 11 **Graphique 3.**  
Indice des États fragiles
- 11 **Graphique 4.**  
Indicateurs de fragilité des États
- 13 **Graphique 5.**  
État d'avancement en avril 2022

## ENCADRÉS

- 11 **Encadré 1.**  
Interventions auprès des États fragiles : progrès et efficacité rendus possibles par l'appropriation des activités par les États fragiles ou en conflit de la région AFRITAC Sud
- 18 **Encadré 2.**  
Priorités pour l'exercice 2023 et à moyen terme - Programme budgétaire
- 20 **Encadré 3.**  
Renforcer la gestion de la dette en Afrique orientale et australe
- 21 **Encadré 4.**  
Priorités pour l'exercice 2023 et à moyen terme - Programme pour les secteurs monétaire et financier
- 22 **Encadré 5.**  
Priorités pour l'exercice 2023 et à moyen terme - Programme statistique
- 23 **Encadré 6.**  
Nouveau conseiller résident spécialisé dans les questions de gouvernance
- 25 **Encadré 7.**  
Nouveau conseiller résident ICD spécialisé dans les questions de prévision immédiate et d'apprentissage automatique
- 25 **Encadré 8.**  
Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19

## TABLEAUX

- 29 **Tableau 1.**  
État des lieux des contributions financières fin avril 2022 (en millions de dollars)
- 30 **Tableau 2.**  
Résultats de l'exercice 2022 et proposition de budget pour l'exercice 2023 (en milliers de dollars)

## SECTION I

# MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR D'AFRITAC SUD

# MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR D'AFRITAC SUD



**Abdoul Aziz Wane**  
Directeur, AFRITAC Sud



**Dr Kealeboga S Masalila**  
Chairman, AFS Steering  
Committee (Botswana)

**Nous nous sommes attachés à aider nos pays membres à limiter le bilan humain de la pandémie de COVID-19 et à atténuer ses conséquences sur les moyens d'existence des populations de la région.** Le centre, en collaboration avec ses partenaires et le siège du FMI, s'est rapproché de ses pays membres pour redéfinir les priorités de développement des capacités en vue d'accélérer la riposte des pouvoirs publics et de combler les lacunes en matière de compétences. Cette redéfinition des priorités est le résultat des entretiens qui se sont tenus entre les pays membres et les équipes du FMI dans le contexte des programmes et de la surveillance. Malgré les mesures de confinement et les difficultés numériques liées à l'inadaptation de l'infrastructure informatique dans certains pays, les activités de développement des capacités n'ont pas faibli dans la région pendant la pandémie, suivant en cela la tendance observée s'agissant des programmes et des financements. Le centre a organisé environ 190 interventions au cours de l'exercice 2022, dont plus d'un tiers dans des États fragiles ou en conflit<sup>1</sup>.

**Les pays de la région AFRITAC Sud ont surpassé les projections macroéconomiques en 2021, mais les perspectives restent sombres.** Les Perspectives économiques régionales d'avril 2022 ont révisé les chiffres de la croissance de 2021 à 4,2 %, soit 0,8 point de pourcentage de plus que ce qui était envisagé lors des prévisions antérieures. L'indice des pays fragiles révèle que les risques et les facteurs de vulnérabilité auxquels font face les pays membres d'AFRITAC Sud étaient moins prononcés qu'on ne le pensait de prime abord. Plus de la moitié des pays AFRITAC Sud ont terminé l'année 2021 avec des ratios dette/PIB plus faibles, des ratios recettes/PIB plus élevés, et une volatilité des prix moins élevée que prévu. Ces résultats témoignent de l'efficacité de l'action publique et de l'importance des financements internationaux, qui ont permis d'éviter des ajustements chaotiques. La guerre en Ukraine assombrit toutefois les perspectives et aggrave les risques liés à la pandémie. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et des carburants entraînée par les sanctions contre la Russie fait d'ores et déjà sentir ses effets, quoiqu'à des degrés divers,

<sup>1</sup> Notamment aux Comores, à Madagascar et au Zimbabwe au cours de l'exercice 2022. La nouvelle liste des États fragiles ou en conflit s'étend aux Comores, au Mozambique et au Zimbabwe.



sur les mauvais soldes budgétaires et extérieurs des pays membres. Les pays AFRITAC Sud sont un groupe hétérogène : il faut donc que les programmes de développement des capacités destinés à favoriser la reprise économique soient adaptés à chaque pays.

**Les pays membres d'AFRITAC Sud sentiront les effets des chocs d'offre liés à la guerre en Ukraine et des répercussions des politiques budgétaire et monétaire mises en œuvre pour favoriser le redressement économique après la pandémie.** Le

niveau élevé des cours des produits de base, la hausse des taux d'intérêt et le renchérissement du dollar vont accroître le poids de la dette, dont le remboursement grèvera encore davantage les finances publiques. Les pays exportateurs de produits de base bénéficieront d'améliorations à court terme de leurs finances publiques, grâce à l'accroissement de leurs recettes ; il est toutefois permis de douter que ce dernier permette de couvrir durablement l'augmentation de leurs besoins dépenses de développement. AFRITAC Sud se tient prêt à répondre avec agilité aux demandes d'assistance émanant des autorités des pays membres en matière de mesures des prix, afin d'assurer que les pouvoirs publics puissent correctement doser leur action et intervenir au moment opportun. Une nouvelle donne s'esquisse peu à peu, et les activités de développement des capacités en matière de mobilisation des recettes,

de gestion de la dette et de contrôle bancaire continuent de revêtir un caractère prioritaire pour la stabilité macroéconomique et financière. Fidèle à sa mission, le centre est déterminé à répondre aux demandes de développement des capacités émanant de ses pays membres, notamment en matière de climat, de gouvernance, de prévision immédiate, d'égalité des sexes, de technologie financière et de numérique.

**À l'heure où le FMI met en œuvre sa nouvelle [stratégie pour les États fragiles ou en conflit](#), le centre va consacrer une plus grande part de ses moyens pour aider ces pays à accroître leur capacité d'adaptation, faire face à la dégradation du climat et résorber les inégalités entre les sexes.** Dans cet esprit, le centre privilégie une approche globale et de long terme en matière de développement des capacités, axée sur la formation, pour aider ces pays membres à combler leur déficit de compétences et à renforcer leurs institutions macroéconomiques de base. Les activités de développement des capacités mises en œuvre par le centre viennent appuyer d'autres instruments du FMI, comme le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité récemment créé pour aider les pays fragiles à revenu intermédiaire et les pays à faible revenu à relever les défis structurels de long terme, sources de risques macroéconomiques, notamment le changement climatique et les pandémies.

**Lors de la réunion du comité d'orientation de juin 2022, les pays membres ont pris note des recommandations de l'évaluation externe à mi-parcours et ont approuvé le plan de mise en œuvre.** Le comité d'orientation a également approuvé le programme du centre au titre de la phase III (exercices 2024-28) qui a pour ambition, entre autres, d'augmenter les activités de développement des capacités dans les domaines émergents et en faveur des États fragiles ou en conflit, et d'augmenter les effectifs d'AFRITAC Sud pour mieux appliquer les propositions du programme et de l'évaluation externe à mi-parcours. Le présent rapport porte sur l'exécution du plan de travail pour l'exercice 2022 et sur les activités prioritaires en matière de développement des capacités pour l'exercice 2023, approuvées lors de la réunion de juin 2022 du comité d'orientation. Il se divise en quatre sections et quatre annexes. La section II est consacrée à la mise en œuvre du plan de travail pour l'exercice 2022, la section III aux activités prioritaires pour l'exercice 2023, et la section IV au budget et au financement d'AFRITAC Sud. L'annexe I recense les principales réalisations par pays, l'annexe II liste les activités de développement des capacités pour l'exercice 2022, et les annexes III et IV présentent respectivement le plan de travail et le programme de séminaires/webinaires pour l'exercice 2023, adoptés lors de la réunion de juin 2022 du comité d'orientation.



## SECTION II

# EXÉCUTION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS POUR L'EXERCICE 2022

# EXÉCUTION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS POUR L'EXERCICE 2022

**Les incertitudes de l'année 2021 liées à la pandémie de COVID-19 et l'assombrissement des perspectives économiques ont nécessité l'augmentation des activités de développement des capacités à l'appui de l'augmentation des financements du FMI.** Le plan de travail pour l'exercice 2022 a été conçu pour aider les autorités à surmonter les difficultés macroéconomiques et financières causées par la pandémie de COVID-19 et à hâter la mise en œuvre de réformes de nature à en atténuer les effets, en particulier des réformes prévues dans le cadre des programmes du FMI. Le

plan de travail prévoit également une augmentation des activités de développement des capacités en faveur des États fragiles ou en conflit et dans les domaines prioritaires, notamment la gouvernance, le numérique, l'égalité des sexes et le climat, afin d'aider les pays membres à faire face à la pandémie et à poursuivre leurs efforts en vue de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'annexe I décrit en détail les activités de développement des capacités dont bénéficient les pays membres d'AFRITAC Sud au titre des différents programmes de financement.

## PROGRAMME BUDGÉTAIRE

**Le programme était axé sur la gestion des finances publiques (GFP) et les réformes de l'administration des recettes (fiscales et douanières), et visait à améliorer la qualité des dépenses et à mieux faire respecter les obligations fiscales.**

Les activités de développement des capacités en matière de GFP portaient sur la gouvernance budgétaire (gouvernance des infrastructures et transparence budgétaire), la prise en compte de l'égalité hommes-femmes, les facteurs de vulnérabilité et de résilience face au changement climatique, l'amélioration des systèmes d'information, et la mise en place de nouveaux instruments juridiques destinés à améliorer la gestion et la communication des risques budgétaires. Le programme d'AFRITAC Sud en matière d'administration douanière a permis d'aider les pays membres à mettre en œuvre leurs programmes de réforme et de modernisation, et à surmonter les difficultés posées par la pandémie de COVID-19. Les activités de développement des capacités dans ce domaine portaient sur la gestion des situations d'urgence, l'établissement des valeurs en douane, la gestion des risques, les renseignements, les contrôles a posteriori, la gestion de projets, le rapprochement des données, les vérifications internes, les droits d'accise, et l'automatisation

des procédures de dédouanement. Les activités de développement des capacités en matière d'administration fiscale ont porté sur le renforcement des administrations fiscales par la gestion de la conformité basée sur les risques, l'analyse des données et les capacités d'audit. Les activités de développement des capacités en matière d'administration des recettes ont également porté sur la mise en place de structures de gouvernance et de gestion adaptées par le soutien à la planification stratégique et au cadre de suivi et par le renforcement des capacités d'encadrement. Ces domaines de développement des capacités restent étroitement associés aux objectifs d'harmonisation et d'intégration des partenaires régionaux, comme la SADC et le COMESA, et contribuent à la réalisation des ODD. Le programme de formation du centre a porté sur les domaines suivants :

- i) modification de la hiérarchie des dépenses, ii) budgets de réalisation, iii) transparence budgétaire et solutions numériques en matière de GFP, iv) gestion des risques budgétaires et viabilité de la dette, v) risques budgétaires et chocs macroéconomiques, vi) continuité d'activité et plans de retour à la normale après une catastrophe, et vii) principes modernes de gestion des audits.

# PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS MONÉTAIRE ET FINANCIER

**Les activités portant sur le contrôle et la réglementation bancaires sont restées axées sur les normes de Bâle II/III et la mise en œuvre d'une surveillance fondée sur les risques ; par ailleurs, de nouvelles activités se sont ajoutées, sur les effets de la COVID-19 et sur des questions émergentes comme le cyber-risque.**

Les activités de développement des capacités ont porté sur les domaines suivants : i) mise en conformité avec les normes de Bâle II/III, ii) mise en œuvre d'une surveillance basée sur les risques (définition et évaluation des risques, notation de risque, planification des mesures de surveillance, processus de surveillance prudentielle), et iii) cybersécurité. Le centre a aidé les banques centrales à élaborer et à mettre en œuvre les réformes réglementaires relatives aux normes Bâle II/III, à améliorer le fonctionnement et l'efficacité des cadres de surveillance basée sur les risques, à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives de réglementation et de surveillance de la cybersécurité, ainsi qu'à rendre opérationnels les nouveaux cadres de surveillance et d'évaluation prudentielles. Le centre a également appuyé les banques centrales dans l'évaluation du processus par lequel les banques communiquent des informations

relatives aux exigences internationales en matière d'adéquation des fonds propres, ainsi que pour ce qui concerne l'octroi d'agréments aux banques en ligne. En outre, un atelier, organisé en collaboration avec le département des marchés monétaires et des capitaux du FMI, a été l'occasion de conseiller les pays membres sur la suspension des mesures de réglementation et de contrôle bancaires décidée en réponse à la pandémie de COVID-19. En s'appuyant sur les capacités budgétaires et opérationnelles offertes par l'organisation à distance d'activités de développement des capacités, le programme de travail en matière de contrôle et de réglementation bancaires pour l'exercice 2022 s'est décliné en 20 missions de développement des capacités et a permis de réaliser des progrès notables, concernant à la fois des réformes décidées de longue date et des besoins émergents.

**Parmi les activités prioritaires concernant les opérations du marché monétaire et du marché des changes, on peut citer le soutien aux réformes en cours de la politique monétaire, l'aide à l'adoption de bonnes pratiques de modélisation et de prévision, la mise en œuvre et**

**les opérations de politique monétaire, le développement du marché des changes, et le développement des marchés.** Les activités de développement des capacités au cours de l'exercice 2022 ont porté sur les domaines suivants : l'utilisation de l'enquête sur les attentes des entreprises aux fins du cadre de prévision à court terme, la mise au point d'un indice économique composite, le renforcement de la mise en œuvre de la politique monétaire (dont la politique de change), le développement du marché interbancaire pour améliorer la transmission de la politique monétaire, l'élaboration du cadre d'aide à la liquidité d'urgence, le renforcement du cadre de prévision des liquidités, le développement des segments garanti et non garanti du marché interbancaire, et la mise en œuvre des opérations de change. AFRITAC Sud, en collaboration avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, l'institut de formation pour l'Afrique (IFA) et AFRITAC Est, a organisé des événements régionaux portant sur un certain nombre de sujets essentiels. AFRITAC Sud, l'IFA et AFRITAC Est ont organisé, pendant cinq jours et à distance, un atelier d'apprentissage entre pairs à l'intention des banques

centrales d'Afrique subsaharienne (AfSS), consacré aux systèmes de prévision et d'analyse des politiques économiques, et le département des marchés monétaires et de capitaux, AFRITAC Sud et l'IFA ont tenu un atelier consacré aux prévisions et à l'analyse par modèle de la politique monétaire ; ces deux ateliers ont été pensés pour aider les participants à construire des modèles applicables à leurs pays respectifs et à étendre ou améliorer des modèles existants utilisées pour l'analyse de la politique économique et la recherche. En outre, AFRITAC Sud, AFRITAC Est et l'IFA ont organisé, pendant trois jours et à distance, une conférence de haut niveau consacrée à la modernisation de la politique monétaire et aux défis de demain pour les banques centrales d'AfSS. Cette conférence a donné l'occasion aux banquiers centraux d'engager une réflexion sur les réformes récentes de la politique monétaire et d'examiner des pistes pour l'avenir. Elle a abordé les difficultés rencontrées par les participants lors de la réforme de leurs politiques monétaires, la transition à une politique monétaire axée sur les prix, et le passage d'un régime de change fixe à un régime plus souple. Il a également été question de l'indépendance, de la responsabilité, de la communication et de la transparence des banques

centrales. La conférence a également été l'occasion d'un débat stimulant sur le rôle du numérique et de la fintech dans la conduite de la politique monétaire et les activités des banques centrales, et la séance consacrée à la mise en œuvre de la politique monétaire dans les pays d'AfSS au cours de la pandémie de COVID-19 s'est révélée riche d'enseignements.

**AFRITAC Sud a poursuivi ses activités de développement des capacités sur les infrastructures des marchés financiers et la fintech afin de permettre l'achèvement des réformes des systèmes nationaux de paiement et de favoriser l'adoption des bonnes pratiques internationales en matière de gestion des risques et de surveillance des infrastructures des marchés financiers.** Ces activités ont porté sur les domaines suivants : diagnostics des systèmes nationaux de paiement, législation en matière de systèmes nationaux de paiement, surveillance des systèmes de paiement, fonctionnement des marchés pour les systèmes de paiement de détail, cadre de collaboration avec les autorités de réglementation, examen des infrastructures des marchés financiers et évaluation du respect des principes applicables à ces infrastructures, et conseils en matière de surveillance des prestataires de services d'argent

mobile. Pour satisfaire la demande croissante d'activités de développement des capacités dans le domaine des paiements numériques, AFRITAC Sud, en collaboration avec le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des études du FMI, a organisé un séminaire consacré aux perspectives de l'action publique et de la réglementation en matière de paiements numériques, qui a abordé les points suivants : i) vue d'ensemble des méthodes et des tendances en matière de paiements numériques, ii) rôle de la fintech et des GAFAM dans les systèmes de paiement, iii) état des lieux des monnaies numériques de banques centrales ; iv) résilience opérationnelle des paiements numériques ; v) considérations essentielles à la mise en place de cadres de réglementation, de contrôle et de surveillance des paiements numériques, vi) considérations juridiques et réglementaires concernant les monnaies numériques de banques centrales ; vii) débat sur les choix et les arbitrages des pouvoirs publics en matière de monnaie numérique. En outre, AFRITAC Sud a collaboré avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI sur un cours régional, destiné aux fonctionnaires de 17 pays africains, consacré aux principes applicables aux infrastructures des marchés financiers.

## PROGRAMME DE STATISTIQUE

**AFRITAC Sud, en coordination avec le département des statistiques du FMI, a continué à encourager l'établissement et la diffusion de données de haute qualité qui témoignent de l'application des normes et des meilleures pratiques internationales.**

Le centre a aidé les organismes statistiques à améliorer encore la qualité de leurs données en mettant au point ou en actualisant des indices de prix (indice des prix à la consommation (IPC), indice des prix à la production (IPP), indice des prix de l'immobilier résidentiel, indices des prix à l'importation et à l'exportation, et indice des prix des terres agricoles) et en améliorant les statistiques des comptes nationaux (PIB annuel et PIB trimestriel) conformément à des méthodes statistiques reconnues et aux meilleures pratiques en matière d'établissement de données<sup>2</sup>. Ces activités devraient améliorer les cadres macroéconomiques et faciliter la surveillance exercée par le FMI. Le centre a animé pendant une semaine un atelier à distance sur les méthodes d'établissement de l'IPP, qui a permis d'aborder des aspects théoriques et pratiques et d'examiner les difficultés

inhérentes à l'élaboration et à la mise à jour des pondérations, à la sélection des échantillons, à la collecte des prix et au traitement des prix manquants. En partenariat avec AFRITAC Est et l'Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique orientale et australe, AFRITAC Sud a organisé un séminaire en ligne d'introduction à la comptabilité nationale, qui a abordé les aspects théoriques et pratiques de l'établissement des statistiques des comptes nationaux en prenant pour point de départ le cadre conceptuel du Système de comptabilité nationale de 2008. Un séminaire en ligne sur le changement d'année de référence des comptes nationaux a permis aux participants de connaître les objectifs et la portée du changement d'année de référence pour le PIB, ainsi que les questions stratégiques qui y sont associées ; il a également été question des conditions à remplir pour procéder à un tel changement, de l'intérêt des tableaux des ressources et des emplois, de l'analyse rétrospective de la nouvelle série du PIB, et de l'élaboration d'un plan de travail aux fins de changement d'année de référence.

<sup>2</sup> Pour certaines de ces activités, AFRITAC Sud a été amené à collaborer avec des partenaires tels que la Banque mondiale et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies.



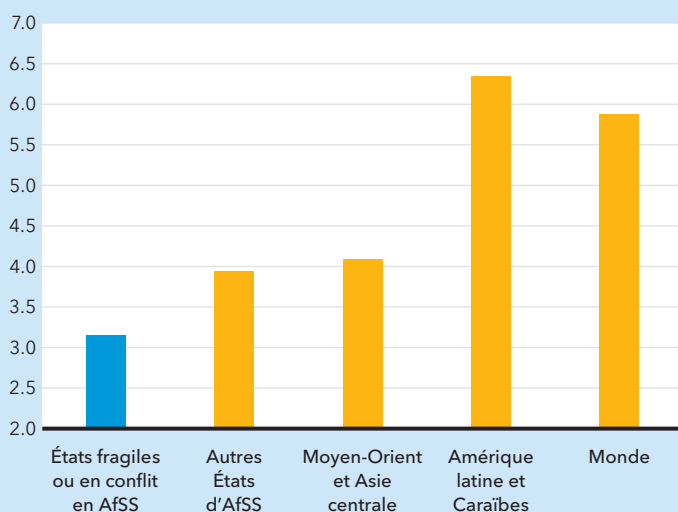
## ENCADRÉ 1. INTERVENTIONS AUPRÈS DES ÉTATS FRAGILES : PROGRÈS ET EFFICACITÉ RENDUS POSSIBLES PAR L'APPROPRIATION DES ACTIVITÉS PAR LES ÉTATS FRAGILES OU EN CONFLIT DE LA RÉGION AFRITAC SUD

Les États fragiles ou en conflit continuent de pâtir de contraintes sur leur capacité institutionnelle, de facteurs de vulnérabilité face au changement climatique, de disparités entre les hommes et les femmes, et d'un

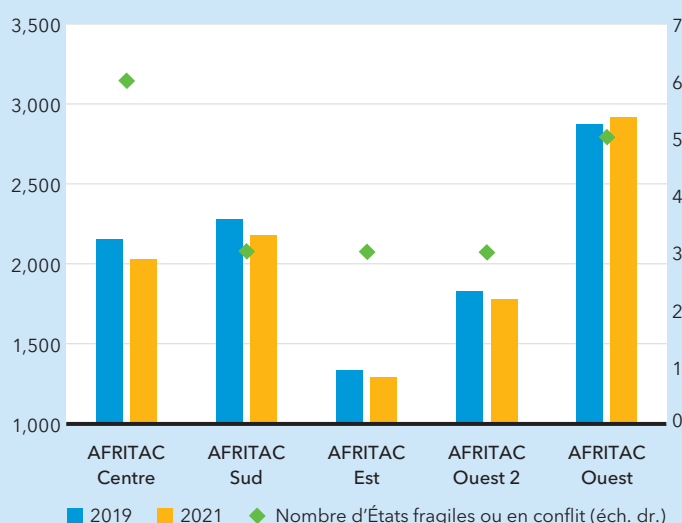
accès insuffisant à certains services publics. La croissance moyenne de la production en 2021 dans les États fragiles ou en conflit d'AfSS est restée bien inférieure à celle des autres pays d'AfSS et du reste du monde

(graphique 1). En général, le PIB réel par habitant des États fragiles ou en conflit d'AfSS a baissé au début de la pandémie de COVID-19 (graphique 2), ce qui a fait basculer des millions de personnes dans la pauvreté. Pour

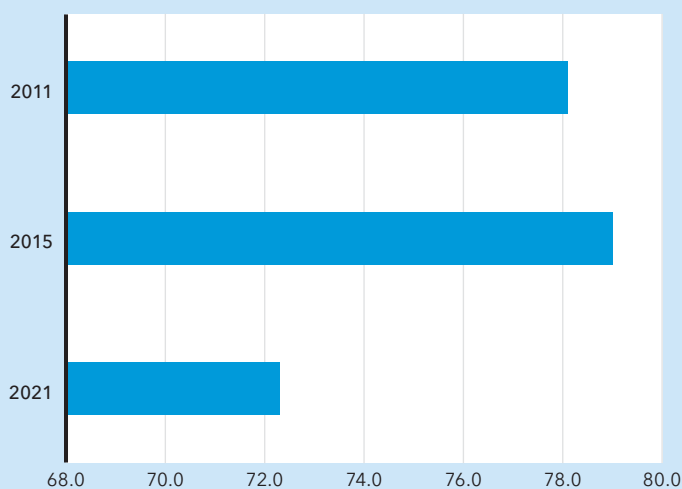
GRAPHIQUE 1. CROISSANCE DU PIB RÉEL EN 2021 (POURCENTAGES)



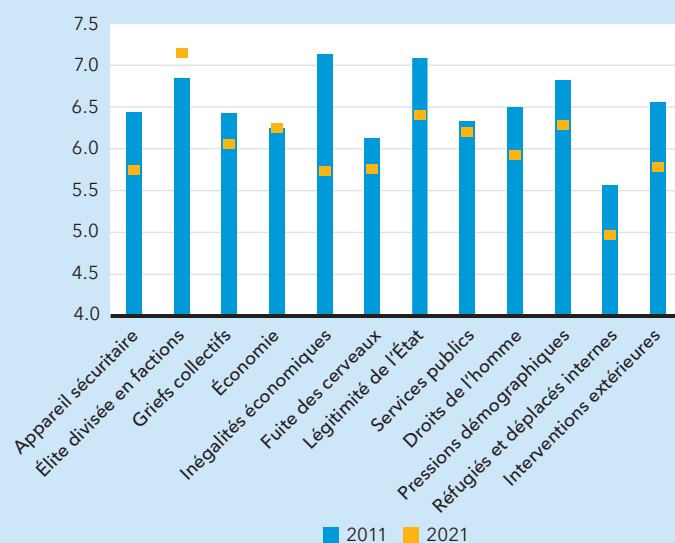
GRAPHIQUE 2. PIB RÉEL PAR HABITANT MOYEN DANS LES PAYS FRAGILES OU EN CONFLIT RELEVANT DE DIFFÉRENTS CENTRES RÉGIONAUX D'ASSISTANCE TECHNIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE



GRAPHIQUE 3. INDICE DES ÉTATS FRAGILES



GRAPHIQUE 4. INDICATEURS DE FRAGILITÉ DES ÉTATS



autant, l'indice des États fragiles<sup>3</sup> pour la région AFRITAC Sud reflète une baisse globale des risques et des facteurs de vulnérabilité entre 2011 et 2021 (graphique 3), et la plupart des indicateurs témoignent d'une amélioration de la situation (graphique 4). Un quart des pays membres d'AFRITAC Sud sont toujours dans une situation fragile. Les récents événements climatiques dans la région de l'océan Indien, les difficultés persistantes engendrées par la COVID-19 et le contrecoup de la guerre en Ukraine risquent de détériorer la situation, comme en témoigne déjà la hausse des prix de l'énergie et des produits de base.

**Au cours de l'exercice 2022, AFRITAC Sud s'est tenu à la disposition des États fragiles ou en conflit parmi ses pays membres, et a veillé à ce que ses activités de développement des capacités correspondent à leurs demandes.**

Voici quelques-unes des activités organisées récemment auprès d'États fragiles :

- **Comores** : les activités de développement des capacités organisées par AFRITAC Sud ont aidé les autorités à achever les systèmes de comptabilité et d'information en lien avec la COVID-19, à réviser l'ordonnance portant budget de l'État, et à améliorer le fonctionnement du Compte unique du Trésor (CUT). Par ailleurs, parmi d'autres réformes et grâce à l'appui d'AFRITAC Sud, l'administration fiscale des Comores a mis en service une unité spécialisée dans les produits pétroliers et mis en œuvre de nouvelles procédures de dédouanement et de comptabilité pour ces derniers.
- **Madagascar** : les activités de développement des capacités organisées par AFRITAC Sud ont permis au ministère des Finances de réaliser des avancées s'agissant de la gestion d'actifs et de la gestion de trésorerie, de mettre au point un cadre de contrôle interne, et d'adopter une gestion efficace du risque de non-conformité des entreprises. La communication de la banque centrale a fait des progrès considérables.
- **Zimbabwe** : les activités de développement des capacités organisées par AFRITAC Sud en matière de recoupement des données ont aidé les autorités à faire augmenter les taux de déclaration pour la taxe sur la valeur ajoutée, le prélèvement à la source et l'impôt sur les sociétés. Les activités de développement des capacités organisées par AFRITAC Sud en matière de GFP ont permis d'améliorer la transparence et la fiabilité des déclarations de risques budgétaires, qui englobent désormais la plupart des engagements conditionnels et autres risques budgétaires. Les activités de développement des capacités en matière de contrôle et de réglementation bancaires ont permis à la banque centrale du Zimbabwe de se rapprocher des pratiques internationales en matière d'examen à distance.

<sup>3</sup> L'indice des États fragiles est fourni par le Fund for Peace. Une baisse de l'indice indique que la situation est devenue moins fragile.

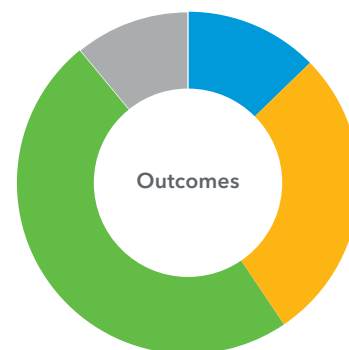
## PROGRAMME DE FORMATION

**Pour appuyer les programmes de réforme des pays membres et les aider à franchir de nouvelles étapes, AFRITAC Sud a continué de dispenser des formations en collaboration avec l'institut pour le développement des capacités.**

Ces formations viennent compléter les séminaires, séminaires en ligne et ateliers organisés dans le cadre des programmes de financement cités plus haut. Les formations dispensées au cours de l'exercice 2022 ont porté sur les prévisions et l'analyse de la politique monétaire, la gestion macroéconomique dans les pays richement dotés en ressources naturelles, la croissance inclusive, ainsi que le développement financier et l'inclusion financière. AFRITAC Sud a continué de travailler en étroite coopération avec l'IFA. Les cours précités viennent compléter l'assistance technique de l'institut pour le développement des capacités relative à l'élaboration de dispositifs de prévision macroéconomique et d'analyse de la politique économique adaptés aux particularités nationales. Ces instruments analytiques, notamment la prévision à court terme, l'outil d'analyse de la dynamique de la dette et divers modèles macroéconomiques

**GRAPHIQUE 5. ÉTAT D'AVANCEMENT EN AVRIL 2022**

■ Fully achieved ■ Partially achieved  
■ Largely achieved ■ Not achieved



Source : programme d'administration et de gestion du développement des capacités

intégrant un éventail de capacités, se révéleront particulièrement utiles pour atteindre les objectifs au lendemain de la pandémie.

**Au cours de l'exercice 2022, les pays membres ont progressé sur de multiples axes de travail (graphique 5)<sup>4</sup>.**

Le centre a financé environ 190 activités de développement des capacités. On observe une bonne efficacité chez les États fragiles ou en conflit, qui ont absorbé environ un tiers des activités de développement des capacités.

<sup>4</sup> L'annexe d'information I présente les principales réalisations des pays membres sur l'ensemble des axes de travail.



**SECTION III**

PRIORITÉS POUR  
L'EXERCICE 2023

# PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2023

**La persistance des difficultés liées à la pandémie de COVID-19 et à la guerre en Ukraine risquent de fortement perturber le timide redressement de l'économie et la conduite des réformes.** Ces deux événements, conjugués à des difficultés économiques intérieures, à l'inflation et à l'érosion de l'espace budgétaire dans la région AFRITAC Sud, ont aggravé les risques macroéconomiques et financiers et engendré des difficultés encore plus grandes pour l'action publique. Comme dans le reste de l'AfSS, les pouvoirs publics des pays membres d'AFRITAC Sud font face à un défi colossal : augmenter les dépenses en capital et les recettes publiques tout en inversant la tendance à l'augmentation de la dette publique. Pour les pays dont la croissance et les perspectives d'emploi sont faibles ou déclinantes, toute hausse d'impôt demeure très impopulaire à court terme. Les récentes révoltes que la hausse des prix a provoquées sur différents continents risquent de réduire encore la marge de manœuvre

des pouvoirs publics. L'augmentation des recettes par le renforcement des administrations fiscales et douanières et l'amélioration de l'efficacité des dépenses par des réformes de la gestion des deniers publics restent des solutions plus faciles à mettre en œuvre. L'action des banques centrales reste essentielle pour durcir la réglementation et le contrôle financiers, améliorer le fonctionnement des marchés monétaire et des changes, et atténuer les risques pour la stabilité financière.

**Les autorités entendent tirer parti des innovations numériques, d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande transparence, ainsi que de politiques et d'institutions résilientes au changement climatique et favorables à l'égalité des sexes, qui restent essentielles pour réaliser les ODD.** Les autorités sont de plus en plus demandeuses d'activités de développement des capacités sur mesure sur la transparence et la gouvernance budgétaires,

les monnaies numériques de banque centrale, les paiements numériques, le contrôle des entreprises de technologie financière et des actifs cryptographiques, la cybersécurité, les risques liés au climat et l'égalité des sexes ; par ailleurs, elles souhaitent bénéficier d'une présence active d'AFRITAC Sud dans les domaines des cadres budgétaires et de la gestion des risques budgétaires. À moyen et à long terme, la diversification de l'économie, l'achèvement des réformes structurelles en cours et l'assouplissement des contraintes pesant sur le commerce intrarégional demeurent essentiels pour améliorer les perspectives macroéconomiques et réduire les facteurs de vulnérabilité. Les annexes III et IV décrivent en détail les activités de développement des capacités proposées pour l'exercice 2023, par pays et par programme de financement. Celles-ci permettront aux pays membres de franchir de nouvelles étapes et d'atteindre leurs objectifs au titre de la phase II, et de remédier aux facteurs de vulnérabilité.

## PROGRAMME BUDGÉTAIRE

**AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES FINANCES PUBLIQUES**

**Les activités prioritaires de développement des capacités proposées pour l'exercice 2023 ont trait à la mobilisation des recettes, à la hiérarchisation des dépenses, et à la réduction de la dette.** Le plan de travail aidera les autorités à poursuivre les réformes de la GFP et de l'administration des recettes, en mettant de plus en plus l'accent sur la gestion des risques budgétaires, le passage au numérique, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, et la gouvernance. AFRITAC Sud augmentera ses activités de développement des capacités en matière de viabilité de la dette et mettra l'accent sur les aspects budgétaires de la gestion de la dette et des

stratégies de dette à moyen terme, pour aider les autorités à limiter le risque souverain, le risque de composition et le risque de refinancement, et à maîtriser les engagements conditionnels des entreprises publiques. L'encadré 2 présente les domaines d'intervention dans le domaine budgétaire pour l'exercice 2023 AFRITAC Sud complétera les missions d'assistance technique par des ateliers et des séminaires sur mesure et des événements d'apprentissage par les pairs. Le programme budgétaire pour l'exercice 2023 comporte des ateliers qui se tiendront dans les pays au cours de missions, dont certains seront adaptés à la situation des États fragiles ou en conflit, ainsi que des séminaires portant sur des sujets fondamentaux.

## ENCADRÉ 2. PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2023 ET À MOYEN TERME - PROGRAMME BUDGÉTAIRE

| Gestion des finances publiques   |   |
|--|---|
| Prévision budgétaire   | Prévisions et gestion de trésorerie   |
| Préparation du budget (y compris chiffrage et égalité hommes-femmes)   | Exécution du budget contrôle des engagements  |
| Gestion des investissements publics (EGIP et vulnérabilité face au changement climatique)  | Système intégré d'information relatif à la gestion financière et solutions de paiement numérique    |
| Gestion des risques budgétaires (dont risques associés aux entreprises publiques)  | Audit interne fondé sur les risques   |
| Aspects budgétaires de la gestion de la dette  | Gestion des arriérés  |
| Règles budgétaires et limites d'endettement  | Législation en matière de GFP   |
| Information budgétaire et administration des données   |   |
| Gestion des actifs et des passifs, dont gestion de la dette et de la trésorerie  |   |
| Administration fiscale   |   |
| Stratégie des recettes à moyen terme (SMRT) et conduite des réformes   | Fondamentaux de la gestion fiscale  |
| Gestion du risque de non-conformité  | Dématérialisation des administrations fiscales  |
| Gestion de la TVA et analyse des écarts  | Audit - télécommunications, mines et secteur financier  |
| Gestion des recettes fiscales et pétrolières   | Mise en œuvre des réformes post-TADAT (outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale) |
| Législation fiscale  | Gestion du bureau des gros contribuables  |
| Gouvernance fiscale  | Fraude fiscale et contrebande   |
| Réforme de la fiscalité des petits contribuables et de l'économie informelle   |   |
| États fragiles ou en conflit : les travaux se poursuivront pour appuyer le nouveau système informatisé d'administration fiscale et assurer la mise à jour du registre fiscal et la gestion du risque de non-conformité, ainsi que pour mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette. |   |
| Douanes  |   |
| Dématérialisation SYDONIA, automatisation des bons   | Gestion des risques et conformité   |
| Analyse des écarts de TVA  | Recoupement des données   |
| Gestion des recettes fiscales et pétrolières   | Contrôle aux frontières et à l'intérieur du territoire  |
| Législation douanière  | Audit a posteriori et gestion des risques douaniers   |
| Gouvernance douanière  | Facilitation des échanges   |
| Dématérialisation des administrations douanières   | Fraude fiscale et contrebande   |



# PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS MONÉTAIRE ET FINANCIER

## FAVORISER LA RÉSILIENCE DU SECTEUR FINANCIER PAR L'INNOVATION ET LE CHANGEMENT

Au cours de l'exercice 2023, la priorité pour l'ensemble des axes de travail sera de franchir les étapes restantes au titre de la phase II, tout en élargissant les activités de développement des capacités dans les domaines émergents pour favoriser la reprise, atténuer les risques macroéconomiques et financiers et renforcer la résilience.

Les activités en matière de contrôle et de réglementation bancaires porteront encore en priorité sur la mise en œuvre des normes Bâle II/III, le contrôle basé sur les risques, la réglementation en matière de cybersécurité et la réforme du contrôle bancaire ; s'y ajouteront la réglementation et le contrôle de la gouvernance d'entreprise pour les banques. Le plan de travail en matière de contrôle et de réglementation bancaires pour l'exercice 2023 est beaucoup plus fourni que tout plan de travail antérieur d'AFRITAC Sud dans ce domaine ; l'objectif est de dispenser des activités pratiques et concrètes à l'occasion de plus de 30 missions de développement des capacités. Il s'agit d'une forte augmentation par rapport à l'exercice 2022, dont le plan de travail était déjà très

ambitieux ; cette hausse sera permise par une collaboration continue avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI sur la cybersécurité, et par la mise en œuvre d'initiatives de développement des capacités à moyen terme, dans tous les domaines prioritaires et dans tous les pays membres. En outre, le retour des missions en personne à côté des formations à distance fera prendre au développement des capacités un caractère hybride.

Pour ce qui concerne les opérations sur les marchés monétaires et de change, la priorité continuera d'être accordée aux systèmes de prévision et d'analyse, à la mise en œuvre et aux opérations de la politique monétaire, à la gestion et à la prévision des liquidités, aux opérations de change et à la mise en œuvre de la politique de change, à la communication des banques centrales, au développement des marchés et aux facilités de liquidité d'urgence. AFRITAC Sud coopérera avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI sur les implications des monnaies numériques sur les opérations des banques centrales et sur la gestion des risques. Les conseillers résidents poursuivront leur collaboration avec leurs homologues pour analyser les

implications des monnaies numériques (et de la généralisation du numérique) sur la mise en œuvre de la politique économique. Les activités dans ces domaines contribueront à l'amélioration des décisions de politique monétaire, au renforcement de la transparence et de la responsabilisation, au soutien des banques centrales dans leurs efforts en faveur du développement des marchés financiers, ainsi qu'au perfectionnement et à la généralisation des capacités et des compétences en matière de politique monétaire.

Pour ce qui concerne les infrastructures des marchés financiers et la fintech, les activités en cours sur les IMF, l'examen des législations applicables aux systèmes nationaux de paiement et la surveillance et la réglementation du secteur de la fintech resteront prioritaires. Étant donné que les banques centrales de la région passent de plus en plus au numérique, il est probable que la demande de développement des capacités augmente dans ces domaines. AFRITAC Sud, en coopération avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, aidera ses pays membres à développer leurs compétences en matière de surveillance et à accroître leurs connaissances dans

les domaines des infrastructures des marchés financiers et de la fintech, notamment pour ce qui concerne l'accès des acteurs non bancaires aux systèmes de paiement, la modernisation de ces systèmes, et les difficultés d'interopérabilité avec les nouvelles solutions d'argent électronique et de paiement mobile. AFRITAC Sud continuera à contribuer au développement

des capacités pour permettre l'achèvement des réformes des systèmes nationaux de paiement et faciliter l'adoption des meilleures pratiques internationales en matière de gestion des risques et de surveillance des IMF, en se focalisant de plus en plus sur la réglementation et la surveillance du secteur de la fintech. Le plan de travail pour l'exercice 2023 aidera les pays

membres à améliorer leurs dispositifs de surveillance des IMF, à assurer la conformité avec les normes internationales applicables aux IMF revêtant une importance systémique, et à veiller à ce que l'activité des IMF s'inscrive dans un cadre juridique solide, transparent et applicable.

### ENCADRÉ 3. RENFORCER LA GESTION DE LA DETTE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

**Les pouvoirs publics des pays de la région se préoccupent de plus en plus de la détérioration des perspectives budgétaires, et notamment de la hausse de l'endettement ; dans ce contexte, la demande de développement des capacités sur la question de la gestion de la dette a augmenté.**

L'initiative de développement des capacités du FMI dans le contexte de la crise de la COVID-19 finance un poste de conseiller résident partagé entre AFRITAC Sud et AFRITAC Est, afin d'aider les pays membres<sup>5</sup> sur les sujets liés à la gestion de la dette. Ce conseiller, en collaboration avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, participera au développement des capacités dans les domaines suivants :

**Formulation et mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette** Le conseiller résident aidera les autorités à formuler et à mettre en œuvre des stratégies de gestion de la dette qui soient conformes à l'architecture institutionnelle et opérationnelle de chaque pays et à son environnement macroéconomique, et qui correspondent au niveau de développement des marchés régionaux de la dette et à la structure de la base d'investisseurs. Le conseiller travaillera avec les autorités nationales pour développer

les capacités nécessaires et leur donnera des conseils techniques afin qu'elles puissent formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme conforme au cadre de la Banque mondiale et du FMI, et élaborer un cadre adapté pour la gestion des risques associés aux portefeuilles de créances. Cela supposera de former les fonctionnaires, pour qu'ils soient en mesure de formuler un plan d'emprunt annuel et un calendrier d'émission en intégrant la gestion de la trésorerie et de la dette.

#### **Architecture institutionnelle et opérationnelle pour la gestion de la dette :**

Le conseiller portera assistance aux autorités sur des questions plus larges liées à leur architecture institutionnelle et opérationnelle de gestion de la dette, notamment pour ce qui concerne la coordination entre les entités nationales participant à la gestion et à l'émission de la dette. Cela passera également par l'élaboration de plans de réforme de la gestion de la dette et par des formations consacrées au le cadre d'analyse de la viabilité de la dette.

**Développement des marchés nationaux et internationaux :** Le conseiller fournira des recommandations aux administrations publiques sur la

meilleure façon de développer les marchés de la dette intérieure. Il s'agira d'améliorer la gestion des risques associés aux portefeuilles de créances en émettant davantage de titres en monnaie locale, et en améliorant le fonctionnement du marché primaire et du cadre d'émission pour diversifier les emprunts sur le marché et à améliorer la résilience macrofinancière. Les techniques d'émission (p. ex., adjudications, placements privés et/ou syndications), la conception des instruments, la construction d'une courbe des taux, les accords de tenue de marché et auprès des spécialistes en valeurs du Trésor, etc. feront partie des éléments abordés. Le conseiller fournira également des recommandations sur les problèmes de financement sur les marchés internationaux auxquels un pays peut se heurter dans sa stratégie de gestion de la dette.

#### **Améliorer la transparence de la dette :**

Le conseiller aidera les administrations publiques à établir et à garder à jour des données de bonne qualité sur la dette, à assurer une communication régulière sur la dette publique par la diffusion de bulletins trimestriels, de rapports annuels et d'autres publications, et à entretenir des relations productives avec les investisseurs, le cas échéant.

<sup>5</sup> Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

#### ENCADRÉ 4. PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2023 ET À MOYEN TERME - PROGRAMME POUR LES SECTEURS MONÉTAIRE ET FINANCIER

| Surveillance et réglementation bancaires   |   |
|--|---|
| Réformes réglementaires - Contrôle bancaire et cybersécurité   | Cybersécurité   |
| Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques   | Surveillance et réglementation en matière de cybersécurité      |
| Dématisation - argent électronique et finance  |   |
| Opérations monétaires et opérations de change  |   |
| Prévision et modélisation - Prévisions immédiates, système de prévision et d'analyse, prévision et analyse de la politique monétaire | Dispositif de liquidité d'urgence                               |
| Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire  | Opérations de change et mise en œuvre de la politique de change |
| Communication de la banque centrale sur la politique monétaire   | Dématisation des opérations des banques centrales               |
| Gouvernance et transparence des banques centrales  | Gestion de la dette   |
| Infrastructures des marchés financiers et technologies financières   |   |
| Législation applicable aux IMF et à la fintech   | Évaluation du respect des principes applicables aux IMF         |
| Surveillance des systèmes de paiements   | Paiements numériques  |
| Surveillance du secteur de la fintech  |   |

**En collaboration avec le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, AFRITAC Sud organisera des formations, dont certaines seront dispensées conjointement avec AFRITAC Est et AFRITAC Ouest 2.**

Le plan de travail prévoit des séminaires (en personne et à distance)

portant sur les domaines suivants :

i) système de prévision et d'analyse, ii) communication de la politique monétaire (niveau avancé), iii) communication de la politique monétaire (introduction), iv) cybersécurité, v) mise en pension de titres, vi) développement des marchés (niveau avancé),

vii) développement des marchés (introduction), viii) paiements internationaux, ix) principes applicables aux IMF, x) évolutions et dispositifs en matière de monnaies numériques de banques centrales. Lorsque c'est possible et utile, AFRITAC Sud s'efforcera de dégager des synergies avec l'IFA.

### RENFORCER LES CAPACITÉS STATISTIQUES POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES

AFRITAC Sud continuera d'aider ses pays membres à franchir de nouvelles étapes dans les domaines fondamentaux (encadré 5) et interviendra davantage auprès des États fragiles ou en conflit. L'augmentation des ressources budgétaires allouées aux agences statistiques dans les États fragiles ou en conflit et l'amélioration de la coordination entre différents organismes accroîtra les effets des activités de développement des capacités. Le centre continuera d'adapter ses services de développement des capacités aux niveaux de fragilité des différents pays. L'assistance technique prévue pour l'exercice 2023 s'accompagnera de trois séminaires (en personne ou en ligne) sur la comptabilité nationale et les statistiques des prix. Le centre déterminera si certains pays membres sont prêts ou non à bénéficier d'activités de développement des capacités statistiques sous de nouvelles formes ou dans de nouveaux domaines relevant du mandat du FMI. Dans le cadre du projet « Données pour décider » (D4D) mis en œuvre par le siège du FMI, le centre évaluera les demandes de développement des capacités sur les indicateurs à haute fréquence et les mégadonnées. Le centre s'efforcera de dégager des synergies avec les travaux de l'institut pour le développement des capacités sur la prévision immédiate du PIB.

#### ENCADRÉ 5. PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2023 ET À MOYEN TERME - PROGRAMME STATISTIQUE

##### Comptes nationaux

Les priorités pour l'exercice 2023 sont plus ou moins les mêmes que pour l'exercice précédent. Le plan de travail proposé pour l'exercice 2023 aura pour but d'aider les agences statistiques à améliorer encore la qualité des comptes nationaux (séries annuelles et trimestrielles du PIB) en s'appuyant sur des méthodes statistiques et des pratiques d'établissement des données reconnues. Les interventions d'AFS au titre du développement des capacités au cours de l'exercice 2023 permettront de franchir de nouvelles étapes dans les domaines suivants :

- diffusion d'estimations annuelles du PIB révisées/améliorées/fondées sur une nouvelle année de référence et planification du changement d'année de référence
- développer/améliorer/diffuser les comptes nationaux trimestriels
- valider et diffuser les comptes financiers et les bilans

##### Statistiques des prix

Les activités proposées pour l'exercice 2023 continueront d'aider les agences statistiques nationales à améliorer la qualité et l'étendue des données sur les prix en établissant ou en actualisant des indices de prix :

- mise à jour / perfectionnement de l'IPC
- établissement / mise à jour de l'IPP
- Établissement / perfectionnement de l'indice des prix de l'immobilier résidentiel

### RENFORCER LES DISPOSITIFS JURIDIQUES

AFRITAC Sud poursuivra ses activités de développement des capacités pour ce qui a trait à l'examen de la législation financière et budgétaire, en collaboration avec le département juridique du FMI. Au cours de l'exercice 2022, le développement des capacités a essentiellement porté sur la législation applicable aux IMF (Mozambique) et sur la législation douanière (Comores et Madagascar). Les questions de gouvernance seront très largement prioritaires au cours de l'exercice 2023 : le centre collaborera dans ce domaine avec d'autres départements du FMI proposant des activités de développement des capacités, et pourra compter sur l'arrivée d'un nouveau conseiller résident (encadré 6). Le centre interviendra également dans d'autres domaines, comme la modernisation de la législation fiscale (Botswana), les dispositions juridiques encadrant la GFP (Eswatini, Mozambique) et les dispositifs juridiques favorisant l'égalité des sexes (séminaire en ligne régional).

#### ENCADRÉ 6. NOUVEAU CONSEILLER RÉSIDENT SPÉCIALISÉ DANS LES QUESTIONS DE GOUVERNANCE

Le programme de la phase III s'attache à étendre les activités de développement des capacités sur les questions de gouvernance et de transparence, afin d'appuyer les initiatives des pays membres en la matière. Le comité d'orientation d'AFRITAC Sud a approuvé le recours aux services d'un nouveau conseiller résident mis à disposition par le département juridique du FMI pour travailler sur les aspects juridiques de la gouvernance et de la lutte contre la corruption. Ce conseiller se coordonnera avec l'unité gouvernance et lutte contre la corruption du département juridique pour aider les autorités à concevoir et à mettre en œuvre des mesures de lutte contre la corruption, des lois et des règlements, ainsi que des institutions et des initiatives de nature à favoriser le respect de l'État de droit. Le conseiller se coordonnera également avec ses collègues d'AFRITAC Sud pour recenser, au sein de chaque axe de travail, les activités de nature à améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption. Le conseiller sera chargé de coordonner les cours, séminaires (en personne et en ligne) dans lesquels prédominent les questions de gouvernance et de corruption, en collaboration avec l'IFA, le département des finances publiques, le département financier, le département des marchés monétaires et de capitaux, le département des statistiques et le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI. AFRITAC Sud s'attachera à collaborer plus étroitement avec la Commission de l'Union africaine, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Commission de l'Océan Indien, entre autres partenaires pour le développement. À compter de l'exercice 2023, le centre organisera au moins un événement régional avec les pays ayant mené des missions diagnostiques, afin qu'ils puissent faire part de leur expérience aux autres pays.

# INTERVENTIONS AUPRÈS DES ÉTATS FRAGILES

**La nouvelle stratégie du FMI en faveur des États fragiles ou en conflit mise sur un approche sur mesure, en coordination avec d'autres partenaires, pour tenir compte des facteurs de fragilité, de l'économie politique et des contraintes pesant sur les réformes au sein de chaque pays.**

L'appropriation des réformes par les pays demeure essentielle dans les États fragiles ou en conflit. Le centre poursuivra à l'avenir ses activités de développement des capacités en faveur des États fragiles ou en conflit, en collaboration avec le siège du FMI, le département Afrique et l'IFA, afin qu'ils puissent consolider peu à peu leurs institutions et mettre en œuvre des mesures efficaces pour remédier aux facteurs de vulnérabilité

et renforcer leur capacité d'adaptation. Au fur et à mesure que les restrictions aux déplacements s'assouplissent, le centre va relancer ses programmes de détachement de fonctionnaires pour favoriser l'apprentissage par les pairs.

**Pour appuyer les programmes de réforme des pays membres, le centre va continuer à dispenser des formations, en collaboration avec l'institut pour le développement des capacités du FMI.** Le plan de travail pour l'exercice 2023 comporte des cours sur la surveillance du secteur financier, les politiques du secteur financier, l'analyse macroéconomique générale et les prévisions immédiates, le climat, et les monnaies numériques.

## ENCADRÉ 7. NOUVEAU CONSEILLER RÉSIDENT ICD SPÉCIALISÉ DANS LES QUESTIONS DE PRÉVISION IMMÉDIATE ET D'APPRENTISSAGE AUTOMATIQUE

**AFRITAC Sud va recruter un nouveau conseiller résident mis à disposition par l'institut pour le développement des capacités du FMI, afin de fournir une assistance technique à ses pays membres sur l'intégration des mégadonnées et des techniques d'apprentissage automatique au service de l'amélioration de la qualité des évaluations et des prévisions macroéconomiques.** Ce conseiller

se coordonnera également avec ses collègues du département des statistiques du FMI pour aider les pays à établir des données à haute fréquence, et coopérera avec le conseiller résident de l'IFA spécialisé sur les questions de résilience pour organiser des formations sur les questions de prévision immédiate et fournir une assistance technique sur l'intégration des chocs sanitaires et

climatiques dans les cadres macroéconomiques des pays membres. Le conseiller résident d'AFRITAC Sud coopérera étroitement avec le conseiller résident de l'IFA sur des formations en faveur de la banque centrale de Madagascar, dans le contexte de la stratégie pilote visant à renforcer la cohérence de nos activités de développement des capacités dans les États fragiles ou en conflit.

## ENCADRÉ 8. INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DU FMI EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CRISE DE LA COVID-19

**Dans le cadre de cette initiative, le FMI finance un programme triennal (exercices 2022-24) pour aider certains pays membres d'AFRITAC Sud à surmonter les difficultés en matière de recouvrement des recettes survenues à la suite de la pandémie de COVID-19.** L'objectif est d'aider ces pays à couvrir rapidement et avec agilité leurs besoins de recettes à court

et moyen terme. Le programme bénéficie de l'intervention d'un conseiller résident, dont les attributions sont les suivantes :

- a) donner des conseils techniques afin d'aider les pays à élaborer et mettre en œuvre des stratégies leur permettant de ramener leurs recettes à leur niveau d'avant la

pandémie et au-delà, d'atteindre leurs objectifs en matière de recettes publiques, et de couvrir leurs besoins de dépenses

- b) fournir des recommandations détaillées à l'occasion d'ateliers pour aider les autorités à mettre pleinement en œuvre les réformes préconisées





#### SECTION IV

# BUDGET ET FINANCEMENT D'AFRITAC SUD

# BUDGET ET FINANCEMENT D'AFRITAC SUD

**Au 30 avril 2022, les contributions reçues au titre de la phase II d'AFRITAC Sud s'élevaient à environ 50,0 millions de dollars (tableau 1).**

Le total comprend les contributions de la Commission européenne, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Suisse, de la Chine, des Pays-Bas, de la Banque européenne d'investissement, de l'Australie et du pays hôte, Maurice. Huit pays membres<sup>6</sup> ont signé les accords de contribution, et les contributions de trois autres pays membres sont en attente de versement.

**Les dépenses au titre de l'exercice 2022 s'établissent à 8,0 millions de dollars contre 6,5 millions au titre de l'exercice 2021 (tableau 2).**

La sous-exécution de différents projets s'explique principalement par la persistance des restrictions aux déplacements dans le contexte de la crise sanitaire et par l'annulation de missions qui devaient initialement se dérouler sur place. L'exécution à distance du plan de travail s'est traduite par des économies considérables, tout en permettant d'organiser des activités de développement des capacités en pleine pandémie de COVID-19.

**La prolongation d'un an de la phase II permettra au centre d'absorber les ressources financières allouées à celle-ci.**

Le plan de travail pour l'exercice 2023 est estimé à 13,3 millions de dollars. La pleine exécution du plan de travail sera conditionnée au décaissement de l'ensemble des contributions en attente de versement par les pays membres qui ont signé des lettres d'entente et par les pays membres dont les accords de contribution sont en voie d'achèvement, ainsi qu'à d'éventuels financements de la part de donateurs partenaires. Pour éviter des problèmes de liquidité et étendre les activités de développement des capacités à de nouveaux domaines, il est essentiel que les pays membres s'acquittent au plus tôt de leurs versements. Le centre propose de réexaminer la période de prolongation de la phase en cours au moment de l'examen de milieu d'exercice, au cas où surviendraient des problèmes de liquidité. Le centre propose également de maintenir le total des contributions des membres, pays hôte excepté, à 500 000 dollars pour la phase III.

<sup>6</sup> Le Zimbabwe a signé un accord de contribution début mai 2022, c'est-à-dire en dehors de la période comptable allant de mai 2021 à avril 2022.

TABLEAU 1. ÉTAT DES LIEUX DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES FIN AVRIL 2022 (en millions de dollars)

| Informations relatives aux accords/amendements      |                                 |         |         |              | Contribution reçue |             | Contribution attendue (dollars) |                                     |
|---|---------------------------------|---------|---------|--------------|--------------------|-------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| Partenaires/Membres                                 | Date de signature <sup>1/</sup> | Monnaie | Montant | Dollars      | Devise de l'accord | Dollars     | Attendue                        | Contributions futures <sup>2/</sup> |
| <b>Partenaires</b>                                  |                                 |         |         | <b>44.4</b>  |                    | <b>45.5</b> | <b>-</b>                        | <b>0.02</b>                         |
| Australie   | 5/23/2016                       | AUD     | 0.3     | 0.2          | 0.3                | 0.2         | -                               | -                                   |
| Chine   | 7/13/2018                       | USD     | 2.0     | 2.0          | 2.0                | 2.0         | -                               | -                                   |
| Commission européenne                               | 6/15/2021                       | EUR     | 21.0    | 24.7         | 21.0               | 25.6        | -                               | -                                   |
| Banque européenne d'investissement                  | 4/19/2018                       | EUR     | 0.2     | 0.2          | 0.2                | 0.2         | -                               | -                                   |
| Allemagne   | 12/11/2018                      | EUR     | 2.5     | 2.8          | 2.5                | 2.8         | -                               | -                                   |
| Allemagne   | 11/30/2017                      | EUR     | 2.5     | 3.0          | 2.5                | 2.9         | -                               | -                                   |
| Pays-Bas  | 11/6/2015                       | EUR     | 1.0     | 1.1          | 1.0                | 1.2         | -                               | -                                   |
| Suisse  | 10/8/2016                       | CHF     | 5.0     | 5.1          | 5.0                | 5.1         | -                               | -                                   |
| Royaume-Uni   | 10/11/2017                      | GBP     | 1.1     | 1.5          | 1.1                | 1.5         | -                               | -                                   |
| Royaume-Uni   | 12/12/2018                      | GBP     | 3.0     | 3.7          | 3.0                | 3.8         | -                               | 0.02                                |
| <b>Membres</b>                                      |                                 |         |         | <b>4.0</b>   |                    | <b>2.5</b>  | <b>0.2</b>                      | <b>0.8</b>                          |
| Angola  | 10/1/2018                       | USD     | 0.3     | 0.3          | 0.3                | 0.3         | -                               | -                                   |
| Botswana  | 8/28/2017                       | USD     | 0.5     | 0.5          | 0.5                | 0.5         | -                               | -                                   |
| Madagascar  | 12/21/2018                      | USD     | 0.5     | 0.5          | 0.4                | 0.4         | -                               | 0.1                                 |
| Mozambique  | 12/22/2017                      | USD     | 0.5     | 0.5          | 0.5                | 0.5         | -                               | -                                   |
| Namibie   | 12/2/2019                       | USD     | 0.5     | 0.5          | 0.3                | 0.3         | -                               | 0.3                                 |
| Seychelles  | 12/20/2017                      | USD     | 0.5     | 0.5          | 0.2                | 0.2         | 0.1                             | 0.2                                 |
| Afrique du Sud                                      | 3/21/2018                       | USD     | 0.3     | 0.3          | 0.3                | 0.3         | -                               | -                                   |
| Zambie  | 8/28/2017                       | USD     | 0.5     | 0.5          | 0.1                | 0.1         | 0.1                             | 0.3                                 |
| Zimbabwe  | En cours                        | USD     | 0.5     | 0.5          | -                  | -           | -                               | -                                   |
| <b>Total partenaires et membres</b>                 |                                 |         |         | <b>48.4</b>  |                    | <b>47.9</b> | <b>0.2</b>                      | <b>0.8</b>                          |
| <b>Total des transferts intérieurs<sup>3/</sup></b> |                                 |         |         | <b>0.3</b>   |                    | <b>0.3</b>  | <b>-</b>                        | <b>-</b>                            |
| <b>En cours de négociation</b>                      |                                 |         |         |              |                    |             |                                 |                                     |
| Comores   |                                 | USD     | 0.5     | 0.5          |                    |             |                                 |                                     |
| Eswatini  |                                 | USD     | 0.5     | 0.5          |                    |             |                                 |                                     |
| Lesotho   |                                 | USD     | 0.5     | 0.5          |                    |             |                                 |                                     |
| <b>Total en cours de négociation</b>                |                                 |         |         | <b>1.5</b>   |                    |             |                                 |                                     |
| Pays hôte et FMI                                    |                                 |         |         |              |                    |             |                                 |                                     |
| Pays hôte   |                                 |         |         |              |                    |             |                                 |                                     |
| En espèces  |                                 | USD     | 2.0     | 2.0          |                    | 2.0         | -                               | -                                   |
| En nature   |                                 |         |         | -            |                    |             |                                 |                                     |
| <b>FMI</b>  |                                 |         |         | <b>2.3</b>   |                    |             |                                 |                                     |
| <b>Total pays hôte et FMI</b>                       |                                 |         |         | <b>4.3</b>   |                    |             |                                 |                                     |
| <b>Total</b>  |                                 |         |         | <b>54.5</b>  |                    | <b>50.3</b> | <b>0.2</b>                      | <b>0.8</b>                          |
| Budget du document programme                        |                                 |         |         | 57.5         |                    |             |                                 |                                     |
| <b>Écart de financement</b>                         |                                 |         |         | <b>(3.0)</b> |                    |             |                                 |                                     |

1/ Peut également renvoyer aux accords en cours de négociation et à la date d'approbation des accords de partenariat pour le renforcement des capacités (ex. : accords souples/accords-cadre).

2/ Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

3/ Renvoie à des transferts d'une phase à l'autre du programme (p. ex. lorsque des fonds sont reconduits d'une phase à l'autre) et englobe la contribution de 120 000 dollars au titre du compte de l'Initiative COVID-19.

**TABEAU 2. RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2022 ET PROPOSITION DE BUDGET POUR L'EXERCICE 2023**  
(en milliers de dollars)

| Projet                               | Phases               |                             |               | Exercice 2022               |              |                            | Exercice 2023<br>Budget de<br>fonctionnement<br>Budget de<br>fonctionnement |
|--------------------------------------|----------------------|-----------------------------|---------------|-----------------------------|--------------|----------------------------|---|
|                                      | Budget-<br>programme | Budget de<br>fonctionnement | Charges       | Budget de<br>fonctionnement | Charges      | Taux<br>d'exécution<br>(%) |   |
| Gestion des finances publiques       | 15,238               | 15,459                      | 11,218        | 3,367                       | 1,827        | 54%                        | 2,700   |
| Administration douanière             | 5,133                | 7,354                       | 5,448         | 1,458                       | 1,032        | 71%                        | 1,480   |
| Administration fiscale               | 5,179                | 7,146                       | 4,773         | 1,960                       | 786          | 40%                        | 1,200   |
| Contrôle et réglementation bancaires | 5,047                | 4,881                       | 3,421         | 961                         | 652          | 68%                        | 1,150   |
| Opérations de politique monétaire    | 5,047                | 4,732                       | 3,237         | 931                         | 636          | 68%                        | 1,200   |
| Infrastructures du marché financier  | 2,514                | 2,580                       | 1,636         | 635                         | 431          | 68%                        | 740   |
| Statistiques du secteur réel         | 7,719                | 7,793                       | 5,314         | 1,692                       | 953          | 56%                        | 1,740   |
| Législation financière et budgétaire | 1,214                | 1,504                       | 941           | 73                          | 9            | 13%                        | 500   |
| Projet administratif                 | 3,662                | 3,872                       | 2,960         | 727                         | 585          | 81%                        | 770   |
| Formations sur mesure                | 122                  | -                           | -             | -                           | -            | -                          | -   |
| Projet de formation                  | 525                  | 1,513                       | 729           | 649                         | 265          | 41%                        | 400   |
| Gouvernance et évaluation            | 686                  | 477                         | 371           | 123                         | 116          | 95%                        | 100   |
| Réserve budgétaire stratégique       | 1,000                | 385                         | -             | 185                         | -            | -                          | 200   |
| <b>Sous-total</b>                    | <b>53,087</b>        | <b>57,697</b>               | <b>40,049</b> | <b>12,759</b>               | <b>7,292</b> | <b>57%</b>                 | <b>12,180</b>   |
| <b>Gestion de fonds fiduciaires</b>  | <b>3,716</b>         | <b>4,039</b>                | <b>2,803</b>  | <b>893</b>                  | <b>510</b>   |                            | <b>853</b>  |
| <b>Total</b>                         | <b>56,803</b>        | <b>61,736</b>               | <b>42,853</b> | <b>13,653</b>               | <b>7,802</b> | <b>57%</b>                 | <b>13,033</b>   |
| <b>Dépenses FMI</b>                  | <b>2,600</b>         | <b>2,625</b>                | <b>1,338</b>  | <b>300</b>                  | <b>167</b>   | <b>56%</b>                 | <b>300</b>  |
| <b>Pays hôte en nature</b>           | <b>-</b>             | <b>-</b>                    | <b>-</b>      | <b>-</b>                    | <b>-</b>     | <b>-</b>                   | <b>-</b>  |
| <b>Total</b>                         | <b>59,403</b>        | <b>64,360</b>               | <b>44,191</b> | <b>13,953</b>               | <b>7,969</b> | <b>57%</b>                 | <b>13,333</b>   |

# ANNEXES

# Annexe I

## Phase II - Principales réalisations par programme de financement et par pays

### GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

- Le développement des capacités a joué un rôle essentiel dans la préparation et la publication d'un document de stratégie budgétaire, ainsi que dans la mise au point d'un cadre de dépenses à moyen terme **(Angola)**.
- Les plans de comptes sont désormais exploitables aux fins du système intégré d'information relatif à la gestion financière et d'autres processus opérationnels **(Comores)**.
- Le ministère des Finances a mis au point une stratégie et un plan d'action à moyen terme visant à améliorer la gestion des investissements publics **(Madagascar)**.
- Le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) a été renforcé : les prévisions des variables macroéconomiques et les estimations de recettes sont plus fiables **(Eswatini, Lesotho et Zambie)**.
- Soutien à la stratégie du ministère des Finances en matière de budgétisation favorable à l'égalité entre les sexes **(Afrique du Sud)**.
- Les pratiques d'investissement public se sont améliorées avec la mise en place de dispositifs visant à évaluer de grands projets d'infrastructure et à suivre leur déroulement **(Maurice et Botswana)**.
- Les déclarations de risques budgétaires intègrent désormais la plupart des passifs conditionnels et des autres risques budgétaires de l'administration centrale **(Zimbabwe)**.
- Préparatifs à l'intention de l'autorité fiscale namibienne, en suspens depuis des années, directives pour un lancement le 6 avril 2021 Nomination du commissaire général et loi en vigueur Mise en place de plans opérationnels et d'un cadre de suivi mis. **(Namibie)**.
- Planification stratégique, suivi et évaluation pour orienter les réformes ; une formation sur l'audit a permis d'améliorer le recouvrement des recettes ; développement d'un cadre de gestion de la dette **(Zimbabwe)**.
- Séminaire en ligne sur l'amélioration de la conformité et l'analyse de données **(Lesotho et Seychelles)** ; mise au point d'une stratégie de services aux contribuables **(Seychelles)**.
- Audits de différents secteurs d'activité en vue d'accroître les recettes : Assurances **(Eswatini)**, mines **(Zambie)** et télécommunications **(Zimbabwe)**.
- Formation à l'outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT) **(Botswana, Madagascar et Afrique du Sud)**.

### DOUANES

### ADMINISTRATION FISCALE

- Planification stratégique et renforcement de l'encadrement, amélioration de la gestion de la TVA **(Angola)**.
- Séminaires en ligne : formation à l'outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT), formation aux audits et à l'analyse de données pour mieux faire respecter les obligations fiscales **(Madagascar)**.
- Mise en place d'un bureau de gestion des projets et du cadre opérationnel associé au titre du plan de réforme organisationnel **(Angola)**.
- Établissement d'un comité de gestion stratégique destiné à superviser la formulation de la stratégie et son processus de mise en œuvre afin de faciliter le choix du portefeuille de projet stratégique et l'élaboration des plans opérationnels pour 2021 **(Angola)**.
- Mise en fonction d'un service responsable des produits pétroliers, application de nouvelles procédures de dédouanement et de comptabilisation des produits pétroliers, et harmonisation de l'évaluation en douane avec les règles de l'OMC **(Comores)**.
- Préparation de projets de réglementation des droits d'accise et mise en place d'un programme-pilote relatif au statut d'opérateur économique agréé **(Lesotho)**.

- Finalisation des travaux de mise en correspondance des données (**Eswatini, Zambie et Zimbabwe**).
- Adoption/mise en œuvre d'un programme de modernisation des douanes (**Madagascar**).
- Mise en œuvre de stratégies nationales de renseignement (**Maurice, Zambie, Zimbabwe**).
- Élaboration d'un cadre stratégique de cogestion des frontières (**Zimbabwe**).
- Formulation de plans de continuité des activités et de redressement après une catastrophe (**Seychelles**).

## CONTRÔLE ET RÉGLEMENTATION BANCAIRES

- Mise au point d'un cadre relatif au processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres et au processus de surveillance et d'évaluation prudentielle (**Angola**).
- La Banque du Botswana s'apprête à élaborer une réglementation en matière de liquidités, notamment pour ce qui concerne le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme (**Botswana**).
- Mise au point d'une stratégie de développement d'un cadre réglementaire fondé sur les normes de Bâle II/III (**Comores**).
- Révision et amélioration du dispositif d'octroi d'agréments (**Eswatini**).
- Révision du dispositif de contrôle basé sur les risques, conformément aux nouvelles lignes directrices de Bâle II, et mise au point d'un plan d'amélioration du dispositif de contrôle basé sur les risques (**Lesotho**).
- Examen de la conformité de la réglementation en matière de titrisation avec les normes internationales, notamment celles de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (**Namibie**).
- Mise en œuvre des nouveaux systèmes d'évaluation et de suivi du risque de crédit (**Seychelles**).
- Mise en œuvre du calendrier d'inspections basé sur les risques (**Zambie**).
- Mise à jour du document-cadre d'examen à distance, conformément aux pratiques internationales (**Zimbabwe**).

## OPÉRATIONS MONÉTAIRES ET OPÉRATIONS DE CHANGE

- Les autorités utilisent un dispositif de prévision de l'inflation aux fins de la formulation de la politique monétaire, et adaptent leurs méthodes de travail en conséquence (**Botswana, Maurice, Mozambique, Seychelles, Zambie**).
- La banque centrale dispose d'un cadre de prévision de la liquidité suffisamment précis pour orienter les opérations de gestion de la liquidité (**Botswana, Maurice, Zambie, Seychelles et Namibie**).
- Établissement de principes directeurs des opérations sur le marché interbancaire et des accords-cadres de rachat portant sur les opérations entre les banques et la banque centrale ; amélioration du fonctionnement du marché interbancaire (**Botswana, Madagascar, Mozambique, Zambie, Seychelles**).
- Rédaction de projets de documents relatifs à la politique et à la stratégie de communication, et amélioration des outils et des procédures en matière de communication (**Botswana, Seychelles, Zambie**).
- Les autorités ont entamé la mise au point des dispositifs relatifs au statut de prêteur de dernier ressort et à l'aide de liquidité d'urgence (**Angola, Botswana, Zambie, Seychelles**).

## INFRASTRUCTURES DES MARCHÉS FINANCIERS ET TECHNOLOGIES FINANCIÈRES

- Formulation d'une stratégie nationale relative aux systèmes de paiements et organisation de débats entre parties prenantes sur son adoption ; établissement de principes directeurs sur la mise en œuvre de la politique nationale de supervision des systèmes de paiement (**Botswana**).
- Afin de définir les contours d'une structure organisationnelle efficace et de préciser la répartition des responsabilités des différents acteurs, les autorités ont organisé un programme d'orientation pour permettre aux fonctionnaires de se familiariser avec les fonctions fondamentales d'une banque centrale moderne et les liens entre les opérations de la politique monétaire, les infrastructures des marchés financiers et le contrôle des marchés financiers (**Comores**).

- Les autorités ont amélioré le fonctionnement et l'efficacité du dispositif réglementaire en fournissant des orientations sur l'architecture institutionnelle et les accords de coopérations relatifs à la surveillance du dépositaire centrale de titres **(Eswatini)**.
- Orientations juridiques relatives à la loi sur le système national de paiement, avant sa promulgation **(Maurice)**.
- Les autorités ont amélioré les architectures institutionnelle et organisationnelle relatives aux opérations et à la surveillance du système national de paiement ; elles ont également mené à son terme l'évaluation de la conformité des infrastructures des marchés financiers aux normes internationales **(Namibie)**.
- Les autorités ont mis en service et pleinement intégré le nouveau dispositif réglementaire à deux piliers (dit « Twin Peaks »), tout en organisant des ateliers de formation nationaux sur les infrastructures des marchés financiers **(Afrique du Sud)**.
- Réalisation d'estimations des comptes nationaux pour les dernières années **(Comores)**.
- Examen de la congruence entre les estimations des comptes nationaux et les estimations de la balance des paiements **(Eswatini)**.
- Diffusion de séries trimestrielles du PIB selon l'approche de la production et à prix courants **(Eswatini)**.
- Les autorités ont remédié aux lacunes que présentaient les données des tableaux publiés au titre des bilans financiers sectoriels annuels pour 2011 et 2012, et ont amélioré la qualité de ces données **(Maurice)**.
- Les autorités ont commencé à établir les comptes et bilans financiers sectoriels trimestriels, en commençant à partir de mars 2017 **(Maurice)**.
- Diffusion de comptes et bilans financiers sectoriels trimestriels **(Maurice)**.
- Évaluation de la qualité des données fiscales et intégration des données annuelles sur l'impôt sur le revenu des sociétés aux fins de la production d'estimations de PIB annuelles **(Seychelles)**.
- Harmonisation de l'approche de correction des variations saisonnières pour le commerce de détail et pour les séries pertinentes sur la consommation finale des ménages **(Afrique du Sud)**.
- Possibilités de changement de la monnaie de libellé du PIB **(Zimbabwe)**.
- Diffusion de comptes nationaux annuels et trimestriels établis à partir d'une nouvelle année de référence **(Botswana, Mozambique, Seychelles, Afrique du Sud)**. **Maurice** doit publier ses comptes nationaux basés sur une nouvelle année de référence en juin 2022.
- Diffusion d'estimations annuelles et trimestrielles du PIB améliorées et fondées sur une nouvelle année de référence **(Namibie)**.
- Amélioration de la diffusion des comptes nationaux annuels **(Angola)**.
- Mise à jour des documents relatifs à l'IPC pour tenir compte du passage au règlement brut en temps réel **(Zimbabwe)**.

#### PROGRAMME DE STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL

- Recherche d'autres sources de données pour les estimations du PIB du deuxième trimestre du fait de la COVID-19 **(Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud)**.
- Évaluation des écarts par rapport au Système de comptabilité nationale 2008 et des changements nécessaires **(Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Seychelles et Zambie)**.
- Diffusion des séries trimestrielles du PIB **(Angola, Eswatini, Lesotho, Madagascar et Namibie)**.
- Première correction des variations saisonnières et première évaluation de qualité. Étude de l'impact du chaînage sur les corrections. Correction des variations saisonnières du PIB, directe et indirecte **(Angola)**.
- Diffusion de séries expérimentales des comptes nationaux trimestriels corrigées des variations saisonnières **(Angola)**.
- Définition du cadre statistique et des facteurs de pondération et application à l'enquête économique **(Botswana)**.



- Recours à des méthodes permettant de mettre à jour les indices de prix malgré l'absence ou le manque de données sur les prix en raison des mesures de confinement mises en œuvre lors de la COVID-19 **(Zimbabwe)**.
- Diffusion d'estimations actualisées de l'IPC **(Botswana, Lesotho, Seychelles)**.
- Diffusion de l'IPP pour les industriels manufacturières et les entreprises de service public **(Botswana)**.
- Diffusion de l'IPP agricole et des métadonnées **(Zimbabwe)**.
- Construction d'un indice des prix de l'immobilier résidentiel pour la ville de Pretoria **(Afrique du Sud)**.
- Préparatifs à la construction d'indices de prix **(Angola)**.
- Publication d'une série chronologique fiable pour l'IPC **(Comores)**.
- Amélioration des méthodes et de la stratégie de collecte des données pour le changement d'année de référence de l'IPC **(Eswatini)**.
- Diffusion des données et des métadonnées de l'IPC fondé sur une nouvelle année de référence **(Eswatini)**.

#### Extraits de la déclaration de Samuel

**Randriambolamanitra, directeur des statistiques macroéconomiques à l'Institut national de la statistique de Madagascar :** « L'assistance technique d'AFRITAC Sud nous a permis d'adopter le système de comptabilité nationale 1993. Madagascar a établi des tableaux des emplois et des ressources pour la nouvelle année de référence, 2007. Le détachement [financé par AFRITAC Sud] de plusieurs comptables nationaux malgaches auprès de l'agence statistique mauricienne leur a permis de mieux comprendre le processus d'établissement des données. [...] L'assistance fournie par AFRITAC Sud nous a aidés à approfondir nos connaissances théoriques en matière de comptabilité nationale. »

#### Promotion de l'apprentissage par les pairs sur les méthodes statistiques parmi les pays membres

**d'AFRITAC Sud :** AFRITAC Sud a financé un programme de détachement professionnel des fonctionnaires de l'Institut national de statistiques malgache (INSTAT) auprès de leurs homologues de Statistics Mauritius. AFRITAC Sud a observé qu'en plus de l'assistance technique déjà fournie, l'INSTAT avait encore besoin d'aide pour le nettoyage des données, le contrôle de la qualité et la préparation des documents préalable à la diffusion de l'IPC fondé sur de nouveaux facteurs de pondération. Le programme de détachement a contribué à atteindre ces objectifs. Ce programme a également aidé l'INSTAT à se doter des capacités nécessaires pour mieux préparer le changement d'année de référence de l'IPC, qui doit intervenir prochainement et sera fondé sur la nouvelle enquête sur le budget des ménages prévue en 2019.

# Annexe II

## Exécution du plan de travail pour l'exercice 2022

| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet  |
|-----------------------|------------|----------|--|
| BSR                   | Régional   | 1        | Formation sur la réglementation en matière de risques pour la cybersécurité  |
| BSR                   | Régional   | 2        | Mettre fin aux interventions publiques liées à la COVID-19 en faveur des systèmes bancaires  |
| BSR                   | Angola     | 1        | Bâle II/III - Mise en œuvre du processus de surveillance et d'évaluation prudentielle  |
| BSR                   | Angola     | 2        | Bâle II/II - Mise en œuvre du processus de surveillance et d'évaluation prudentielle   |
| BSR                   | Angola     | 3        | Normes de Bâle II/III - Mise en œuvre du processus de surveillance et d'évaluation prudentielle  |
| BSR                   | Botswana   | 1        | Réforme de la réglementation relative au risque de liquidité - Étude d'impact relative au ratio de liquidité à court terme et au ratio structurel de liquidité à long terme      |
| BSR                   | Comores    | 1        | Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Élaboration de la réglementation  |
| BSR                   | Comores    | 2        | Réforme du contrôle bancaire - Rapports prudentiels  |
| BSR                   | Lesotho    | 1        | Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres  |
| BSR                   | Lesotho    | 2        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Notation de risque et plan de contrôle  |
| BSR                   | Lesotho    | 3        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Notation de risque et plan de contrôle - Suivi  |
| BSR                   | Madagascar | 1        | Réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Examen et planification   |
| BSR                   | Maurice    | 1        | Contrôle fondé sur les risques - Octroi d'agréments aux banques en ligne   |
| BSR                   | Maurice    | 2        | Contrôle des risques pour la cybersécurité - Examen de la réglementation en matière de cybersécurité   |
| BSR                   | Mozambique | 1        | Réglementation en matière de cybersécurité - Examen de la réglementation   |
| BSR                   | Namibie    | 1        | Renforcement du dispositif de contrôle et de réglementation bancaires - Évaluation du système actuel de contrôle sur pièces  |
| BSR                   | Namibie    | 2        | Renforcement du dispositif de contrôle et de réglementation bancaires - Formations sur l'analyse des risques budgétaires et le processus de contrôle et d'évaluation prudentiels |
| BSR                   | Seychelles | 1        | Normes de Bâle II/III - Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres   |
| BSR                   | Seychelles | 2        | Normes de Bâle II/III - Réforme de la réglementation   |
| BSR                   | Seychelles | 3        | Normes de Bâle II/III - Réforme de la réglementation   |
| BSR                   | Zimbabwe   | 1        | Mission sur la réglementation en matière de risques pour la cybersécurité  |
| BSR                   | Zimbabwe   | 2        | Réglementation en matière de cybersécurité - Examen de la réglementation   |
| BSR                   | Zimbabwe   | 3        | Renforcement du dispositif de contrôle et de réglementation bancaires - Évaluation du système actuel de contrôle sur pièces  |
| CADM                  | Régional   | 1        | Continuité des opérations et planification en cas de catastrophe   |
| CADM                  | Angola     | 1        | Audit interne  |
| CADM                  | Angola     | 2        | Bureau de gestion de projets   |
| CADM                  | Angola     | 3        | Contrôle interne   |

| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet  |
|-----------------------|------------|----------|--|
| CADM                  | Angola     | 4        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI dans le contexte de la crise de la COVID-19)        |
| CADM                  | Angola     | 5        | Plans de continuité des activités (phase II)   |
| CADM                  | Botswana   | 1        | Valeurs en douane  |
| CADM                  | Comores    | 1        | Évaluation en douane   |
| CADM                  | Comores    | 2        | Gestion des risques  |
| CADM                  | Comores    | 3        | Législation  |
| CADM                  | Comores    | 4        | Législation  |
| CADM                  | Comores    | 5        | APD  |
| CADM                  | Eswatini   | 1        | Recoupement des données  |
| CADM                  | Eswatini   | 2        | Droits d'accise  |
| CADM                  | Lesotho    | 1        | Législation en matière d'accise  |
| CADM                  | Lesotho    | 2        | Statut d'opérateur économique agréé et gestion coordonnée des frontières (Phase II)  |
| CADM                  | Madagascar | 1        | Gestion de projet  |
| CADM                  | Madagascar | 2        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19) |
| CADM                  | Madagascar | 3        | Législation  |
| CADM                  | Madagascar | 4        | Évaluation   |
| CADM                  | Madagascar | 5        | APD  |
| CADM                  | Madagascar | 6        | Plans de continuité des activités (phase II)   |
| CADM                  | Maurice    | 1        | Renseignement  |
| CADM                  | Namibie    | 1        | APD  |
| CADM                  | Namibie    | 2        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19) |
| CADM                  | Namibie    | 3        | Gestion des risques et renseignement   |
| CADM                  | Namibie    | 4        | Plans de continuité des activités (phase II)   |
| CADM                  | Seychelles | 1        | Traitement des entrées de marchandises   |
| CADM                  | Seychelles | 2        | Contrôle a posteriori  |
| CADM                  | Seychelles | 3        | Atelier sur les procédures opérationnelles normalisées   |
| CADM                  | Seychelles | 4        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19) |
| CADM                  | Zambie     | 1        | Renseignement et gestion des risques Phase III   |
| CADM                  | Zambie     | 2        | Recoupement des données  |
| CADM                  | Zimbabwe   | 1        | APD  |
| CADM                  | Zimbabwe   | 2        | Gestion coordonnée des frontières  |
| CADM                  | Zimbabwe   | 3        | Gestion des risques et renseignement   |
| CADM                  | Zimbabwe   | 4        | Recoupement des données  |
| CADM                  | Zimbabwe   | 5        | Évaluation en douane   |
| FFL                   | Comores    | 1        | Législation douanière  |
| FFL                   | Madagascar | 1        | Législation douanière  |
| FFL                   | Mozambique | 1        | Mettre au point une nouvelle législation relative au système national de paiement  |

| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet   |
|-----------------------|------------|----------|---|
| FMIF                  | Régional   | 1        | Perspectives en matière de politique publique et de réglementation de l'argent électronique                   |
| FMIF                  | Régional   | 2        | Formations : Principes applicables aux infrastructures des marchés financiers                                 |
| FMIF                  | Botswana   | 1        | Élaboration d'un nouveau projet de loi sur le système national de paiement                                    |
| FMIF                  | Eswatini   | 1        | Achèvement du rapport sur les principes applicables aux infrastructures des marchés financiers                |
| FMIF                  | Mozambique | 1        | Mettre au point une nouvelle législation relative au système national de paiement                             |
| FMIF                  | Seychelles | 1        | Surveillance des systèmes de paiements  |
| FMIF                  | Zimbabwe   | 1        | Surveillance du secteur des services bancaires mobiles  |
| Formations ICD        | Régional   | 1        | Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire   |
| Formations ICD        | Régional   | 2        | Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles   |
| Formations ICD        | Régional   | 3        | Croissance inclusive  |
| Formations ICD        | Régional   | 4        | Développement financier et inclusion financière   |
| MFxMO                 | Régional   | 1        | Recours aux systèmes de prévision et d'analyse en Afrique   |
| MFxMO                 | Régional   | 2        | Cadre et opérations de politique monétaire  |
| MFxMO                 | Régional   | 3        | Évolution des cadres de politique monétaire en AfSS   |
| MFxMO                 | Angola     | 1        | Fourniture de liquidité d'urgence   |
| MFxMO                 | Botswana   | 1        | Système de prévision et d'analyse - Indice économique composite   |
| MFxMO                 | Botswana   | 2        | « Improving Near » - Enquête sur les anticipations des entreprises  |
| MFxMO                 | Comores    | 1        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Maurice    | 1        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Mozambique | 1        | Mise au point d'une stratégie opérationnelle complète en vue du passage à un régime de ciblage de l'inflation |
| MFxMO                 | Mozambique | 2        | Devises   |
| MFxMO                 | Seychelles | 1        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Zambie     | 1        | Opérations de change  |
| MFxMO                 | Zambie     | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| GFP                   | Régional   | 1        | Modification de la hiérarchie des dépenses pour favoriser le redressement économique                          |
| GFP                   | Régional   | 2        | Risques budgétaires et chocs macroéconomiques   |
| GFP                   | Régional   | 3        | Élaboration de budgets d'exécution  |
| GFP                   | Régional   | 4        | Risques budgétaires et viabilité de la dette  |
| GFP                   | Régional   | 5        | Information et transparence budgétaires   |
| GFP                   | Angola     | 1        | Cadre des dépenses à moyen terme  |
| GFP                   | Botswana   | 1        | Examen de la GFP au lendemain d'une catastrophe   |
| GFP                   | Botswana   | 2        | Risques budgétaires   |
| GFP                   | Comores    | 1        | Mise en place d'un organisme central de comptabilité  |
| GFP                   | Comores    | 2        | Réformes du Trésor public - Feuille de route pour l'extension du compte unique du Trésor (CUT)                |
| GFP                   | Comores    | 3        | Masse salariale   |

| Financement Programme | Territoire     | Missions | Sujet   |
|-----------------------|----------------|----------|---|
| GFP                   | Comores        | 4        | Ordonnance portant budget de l'État   |
| GFP                   | Eswatini       | 1        | Prévisions macro-budgétaires  |
| GFP                   | Lesotho        | 1        | Prévisions macro-budgétaires  |
| GFP                   | Madagascar     | 1        | Mission sur la gestion d'actifs   |
| GFP                   | Madagascar     | 2        | Gestion de la trésorerie  |
| GFP                   | Maurice        | 1        | Gestion des investissements publics   |
| GFP                   | Maurice        | 2        | Gestion des investissements publics   |
| GFP                   | Maurice        | 1        | Feuille de route IPSAS (normes comptables pour le secteur public)   |
| GFP                   | Maurice        | 2        | Feuille de route IPSAS  |
| GFP                   | Namibie        | 1        | Atelier sur les ODD   |
| GFP                   | Namibie        | 2        | Préparation du budget   |
| GFP                   | Namibie        | 3        | Examen du cadre juridique en matière de GFP   |
| GFP                   | Seychelles     | 1        | Gestion des actifs et passifs   |
| GFP                   | Seychelles     | 2        | Stratégie relative au système intégré d'information relatif à la gestion financière (IFMIS)                         |
| GFP                   | Afrique du Sud | 1        | Budgétisation favorable à l'égalité des sexes   |
| GFP                   | Zambie         | 1        | Mise à jour du modèle de prévision des émoluments   |
| GFP                   | Zimbabwe       | 1        | Information budgétaire  |
| GFP                   | Zimbabwe       | 2        | Risques budgétaires et prévisions macro-budgétaires   |
| RSS                   | Régional       | 1        | Mise au point d'un indice des prix à la production - Biens  |
| RSS                   | Régional       | 2        | Introduction à la comptabilité nationale  |
| RSS                   | Régional       | 3        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux  |
| RSS                   | Angola         | 1        | Aide à l'analyse rétrospective du PIB annuel  |
| RSS                   | Angola         | 2        | Amélioration des mesures de volume et de prix du PIB  |
| RSS                   | Angola         | 3        | Correction des variations saisonnières du PIB trimestriel   |
| RSS                   | Angola         | 4        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Botswana       | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Botswana       | 2        | Développement des indices des prix à la production  |
| RSS                   | Comores        | 1        | Amélioration de la comptabilité nationale   |
| RSS                   | Comores        | 2        | Amélioration de la comptabilité nationale   |
| RSS                   | Comores        | 3        | Amélioration de la comptabilité nationale   |
| RSS                   | Comores        | 4        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Eswatini       | 1        | Examen et mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Eswatini       | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Eswatini       | 3        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels  |
| RSS                   | Lesotho        | 1        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Lesotho        | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Madagascar     | 1        | Amélioration des comptes nationaux annuels  |
| RSS                   | Madagascar     | 2        | Amélioration des comptes nationaux annuels  |

| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet  |
|-----------------------|------------|----------|--|
| RSS                   | Madagascar | 3        | PIB - Tableaux de processus  |
| RSS                   | Maurice    | 1        | Établissement de comptes et de bilans financiers sectoriels trimestriels   |
| RSS                   | Maurice    | 2        | Examen de l'alignement de l'indice des prix de l'immobilier résidentiel  |
| RSS                   | Mozambique | 1        | Formation sur l'utilisation de l'IPP (indice des prix à la production) et de l'IPI (indice de la production industrielle) dans la comptabilité nationale |
| RSS                   | Namibie    | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels                                      |
| RSS                   | Namibie    | 2        | Construction d'un indice des prix des terres agricoles   |
| RSS                   | Seychelles | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels                                      |
| RSS                   | Seychelles | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels                                      |
| RSS                   | Seychelles | 3        | Construction et actualisation de l'IPP   |
| RSS                   | Zambie     | 1        | Amélioration et diffusion des données de la comptabilité nationale   |
| RSS                   | Zambie     | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux   |
| RSS                   | Zambie     | 3        | Mise à jour de l'IPP   |
| RSS                   | Zambie     | 4        | Mise à jour de l'IPP   |
| RSS                   | Zambie     | 5        | Mise à jour de l'IPP   |
| RSS                   | Zimbabwe   | 1        | Examen des estimations du PIB pour 2020  |
| RSS                   | Zimbabwe   | 2        | Examen des estimations du PIB pour 2020  |
| TADM                  | Régional   | 1        | Atelier régional sur l'audit (1 <sup>ère</sup> partie)   |
| TADM                  | Régional   | 2        | Atelier régional sur l'audit (2 <sup>ème</sup> partie)   |
| TADM                  | Angola     | 1        | Mise en œuvre de la stratégie  |
| TADM                  | Angola     | 2        | TVA  |
| TADM                  | Botswana   | 1        | Mission d'assistance   |
| TADM                  | Botswana   | 2        | Secteur financier  |
| TADM                  | Botswana   | 3        | Secteur spécifique   |
| TADM                  | Botswana   | 4        | Secteur spécifique   |
| TADM                  | Botswana   | 5        | Auto-évaluation  |
| TADM                  | Comores    | 1        | Gestion de la conformité   |
| TADM                  | Comores    | 2        | Enregistrement   |
| TADM                  | Comores    | 3        | Assistance en 2021 dans le cadre de l'enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA)  |
| TADM                  | Comores    | 4        | Gestion de la conformité   |
| TADM                  | Comores    | 5        | Mise en service du logiciel SIGIT  |
| TADM                  | Eswatini   | 1        | Assurances   |
| TADM                  | Eswatini   | 2        | Assurances   |
| TADM                  | Lesotho    | 1        | Gestion du risque de non-conformité  |
| TADM                  | Lesotho    | 2        | Recouvrement de créances   |
| TADM                  | Madagascar | 1        | Analyse des données aux fins de la gestion du risque de non-conformité   |
| TADM                  | Madagascar | 2        | Analyse des données aux fins de la gestion du risque de non-conformité (2)   |
| TADM                  | Madagascar | 3        | Services aux contribuables   |

| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet   |
|-----------------------|------------|----------|---|
| TADM                  | Namibie    | 1        | Mise en œuvre de la stratégie                 |
| TADM                  | Namibie    | 2        | Stratégie                                     |
| TADM                  | Namibie    | 3        | Stratégie                                     |
| TADM                  | Namibie    | 4        | Vérification des comptes                      |
| TADM                  | Seychelles | 1        | FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act)    |
| TADM                  | Seychelles | 2        | Vérification des comptes                      |
| TADM                  | Seychelles | 3        | Plan de renforcement de la discipline fiscale |
| TADM                  | Zimbabwe   | 1        | Vérification des comptes                      |
| TADM                  | Zimbabwe   | 2        | Vérification des comptes                      |
| TADM                  | Zimbabwe   | 3        | Recouvrement de créances                      |
| TADM                  | Zimbabwe   | 4        | Recouvrement de créances                      |
| TADM                  | Zimbabwe   | 5        | Mise en œuvre de la stratégie                 |

BSR = Banking Supervision and Regulation (contrôle et réglementation bancaires) ; CADM = Customs Administration (douanes) ; FFL = Financial and Fiscal Law (droit financier et budgétaire) ; FMIF = Financial Market Infrastructure and Fintech (infrastructures des marchés financiers et technologies financières) ; MFXMO = Money and FX Market Operations (opérations sur les marchés monétaires et de change) ; PFM = Public Financial Management (GFP, gestion des finances publiques) ; RSS = Real Sector Statistics (statistiques du secteur réel) ; TADM = Tax Administration (administration fiscale).

# Annexe III

## Projet de plan de travail pour l'exercice 2023

| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet  |
|-----------------------|------------|----------|--|
| BSR                   | Angola     | 1        | Normes de Bâle II/II - Mise en œuvre des réformes  |
| BSR                   | Angola     | 2        | Normes de Bâle II/III - Parachèvement des réformes   |
| BSR                   | Botswana   | 1        | Examen de la réglementation  |
| BSR                   | Botswana   | 2        | Réforme de la réglementation en matière de risque de liquidité - Commencer le projet de réglementation concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme |
| BSR                   | Botswana   | 3        | Réforme de la réglementation en matière de risque de liquidité - Examen du projet de réglementation concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme    |
| BSR                   | Botswana   | 4        | Examen sur place - Cybersécurité   |
| BSR                   | Comores    | 1        | Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/II - Réforme de la réglementation et des principes directeurs   |
| BSR                   | Comores    | 2        | Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/II - Réforme de la réglementation et des principes directeurs   |
| BSR                   | Lesotho    | 1        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur pièces et risques<br>Notation de risque et planification finale des mesures de surveillance                                |
| BSR                   | Lesotho    | 2        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur place  |
| BSR                   | Lesotho    | 3        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur place  |
| BSR                   | Madagascar | 1        | Réformes au titre des normes de Bâle II/III  |
| BSR                   | Madagascar | 2        | Réformes au titre des normes de Bâle II/III  |
| BSR                   | Maurice    | 1        | Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (I)  |
| BSR                   | Maurice    | 2        | Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (II)   |
| BSR                   | Maurice    | 3        | Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (III)  |
| BSR                   | Maurice    | 4        | Contrôle des risques pour la cybersécurité - Achèvement de la réglementation en matière de cybersécurité   |
| BSR                   | Mozambique | 1        | Contrôles sur place - Cybersécurité (I)  |
| BSR                   | Mozambique | 2        | Contrôles sur place - Cybersécurité (II)   |
| BSR                   | Namibie    | 1        | Contrôles sur place - Cybersécurité (III)  |
| BSR                   | Namibie    | 2        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôles sur pièces - Rapport de risques trimestriel   |
| BSR                   | Namibie    | 3        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Notation de risque et planification des mesures de surveillance   |
| BSR                   | Seychelles | 1        | Normes de Bâle II/III - Réforme de la réglementation   |
| BSR                   | Seychelles | 2        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur place  |
| BSR                   | Seychelles | 3        | Seychelles, exercice 2023, normes de Bâle II/III - Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres  |
| BSR                   | Zambie     | 1        | Réglementation en matière de risques pour la cybersécurité   |



| Financement Programme | Territoire | Missions | Sujet  |
|-----------------------|------------|----------|--|
| BSR                   | Zambie     | 2        | Contrôles sur place - Cybersécurité (I)  |
| BSR                   | Zambie     | 3        | Contrôles sur place - Cybersécurité (II)   |
| BSR                   | Zimbabwe   | 1        | Contrôles sur place - Cybersécurité (I)  |
| BSR                   | Zimbabwe   | 2        | Contrôles sur place - Cybersécurité (II)   |
| BSR                   | Zimbabwe   | 3        | Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques   |
| CADM                  | Angola     | 1        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19) |
| CADM                  | Angola     | 2        | Gestion de projets et audit interne  |
| CADM                  | Botswana   | 1        | Gestion des risques (phase II)   |
| CADM                  | Botswana   | 2        | Valeur en douane (phase III)   |
| CADM                  | Comores    | 1        | Valeur en douane (avec JSA, compte administré au nom du Japon pour certaines activités du FMI)   |
| CADM                  | Comores    | 2        | Stratégie à moyen terme (avec JSA)   |
| CADM                  | Comores    | 3        | Gestion des risques (phase II)   |
| CADM                  | Comores    | 4        | Gestion et développement de l'encadrement  |
| CADM                  | Comores    | 5        | Droits d'accise  |
| CADM                  | Comores    | 6        | Législation  |
| CADM                  | Comores    | 7        | Contrôles a posteriori (phase II)  |
| CADM                  | Eswatini   | 1        | Droits d'accise  |
| CADM                  | Lesotho    | 1        | Gestion et développement de l'encadrement  |
| CADM                  | Lesotho    | 2        | Étude diagnostique sur les douanes   |
| CADM                  | Lesotho    | 3        | Droits d'accise (phase II)   |
| CADM                  | Lesotho    | 4        | Statut d'opérateur économique agréé et gestion coordonnée des frontières (Phase II)  |
| CADM                  | Madagascar | 1        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19) |
| CADM                  | Madagascar | 2        | Gestion de projets (y compris suivi et évaluation)   |
| CADM                  | Madagascar | 3        | Législation (avec le département juridique du FMI)   |
| CADM                  | Madagascar | 4        | Exonérations et suspensions (avec JSA)   |
| CADM                  | Madagascar | 5        | Évaluation   |
| CADM                  | Madagascar | 6        |  |
| CADM                  | Madagascar | 7        | APD  |
| CADM                  | Madagascar | 8        | Gestion des risques et renseignement   |
| CADM                  | Maurice    | 1        | Audit informatisé ou recoupement de données  |
| CADM                  | Mozambique | 1        | Gouvernance et transparence  |
| CADM                  | Namibie    | 1        | Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI en matière de lutte contre la crise de la COVID-19) |
| CADM                  | Namibie    | 2        | Soutien à la gestion et intégrité  |
| CADM                  | Namibie    | 3        | Gestion des risques et renseignement   |
| CADM                  | Seychelles | 1        | Traitement des entrées de marchandises   |
| CADM                  | Seychelles | 2        | Contrôle a posteriori  |
| CADM                  | Zambie     | 1        | Renseignement et gestion des risques (phase II)  |
| CADM                  | Zambie     | 2        | Analyse de données   |

| Financement Programme | Territoire     | Missions | Sujet   |
|-----------------------|----------------|----------|---|
| CADM                  | Zimbabwe       | 1        | APD   |
| CADM                  | Zimbabwe       | 2        | Gestion coordonnée des frontières   |
| CADM                  | Zimbabwe       | 3        | Évaluation en douane  |
| CADM                  | Zimbabwe       | 4        | Gestion des risques et renseignement  |
| FFL                   | Botswana       | 1        | Réforme de la législation fiscale   |
| FFL                   | Comores        | 1        | Législation douanière   |
| FFL                   | Madagascar     | 1        | Législation douanière   |
| FFL                   | Maurice        | 1        | Examen de l'amendement de la loi bancaire   |
| FFL                   | Eswatini       | 1        | Examen des cadres juridiques en matière de GFP  |
| FFL                   | Mozambique     | 1        | Examen des cadres juridiques en matière de GFP  |
| FMIF                  | Angola         | 1        | Mission diagnostique aux fins de l'analyse des IMF et de la fintech                               |
| FMIF                  | Botswana       | 1        | Élaboration d'un nouveau projet de loi sur le système national de paiement                        |
| FMIF                  | Botswana       | 2        | Surveillance du nouveau système de paiement   |
| FMIF                  | Comores        | 1        | Surveillance des prestataires de services de paiement fintech                                     |
| FMIF                  | Eswatini       | 1        | Formation à la surveillance - Prestataires de services de paiement non bancaires                  |
| FMIF                  | Lesotho        | 1        | Formation à la surveillance - Prestataires de services de paiement non bancaires                  |
| FMIF                  | Madagascar     | 1        | Formation aux principes applicables aux IMF   |
| FMIF                  | Maurice        | 1        | Surveillance et réglementation du secteur de la fintech   |
| FMIF                  | Maurice        | 2        | Examen de l'PFMI  |
| FMIF                  | Mozambique     | 1        | Rédaction du projet de loi sur les systèmes nationaux de paiement                                 |
| FMIF                  | Namibie        | 1        | Surveillance et réglementation du secteur de la fintech   |
| FMIF                  | Seychelles     | 1        | Évaluation du respect des principes applicables aux IMF   |
| FMIF                  | Afrique du Sud | 1        | Principes applicables aux IMF et responsabilité   |
| FMIF                  | Afrique du Sud | 2        | Gestion des risques associés aux systèmes de paiement - Surveillance                              |
| FMIF                  | Afrique du Sud | 3        | Paiements numériques - Cryptomonnaies stables (ou jetons indexés)                                 |
| FMIF                  | Zambie         | 1        | Examen de la législation révisée en matière de systèmes nationaux de paiement                     |
| FMIF                  | Zimbabwe       | 1        | Surveillance et réglementation du secteur de la fintech   |
| MFxMO                 | Angola         | 1        | Fourniture de liquidité d'urgence   |
| MFxMO                 | Angola         | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Angola         | 3        | Modernisation du cadre de la politique monétaire et passage à un régime de ciblage de l'inflation |
| MFxMO                 | Botswana       | 1        | Système de prévision et d'analyse (SPA)   |
| MFxMO                 | Botswana       | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Botswana       | 3        | Fourniture de liquidité d'urgence   |
| MFxMO                 | Comores        | 1        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Comores        | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Comores        | 3        | Fourniture de liquidité d'urgence   |
| MFxMO                 | Eswatini       | 1        | Fourniture de liquidité d'urgence   |
| MFxMO                 | Eswatini       | 2        | Prévision et gestion des liquidités   |
| MFxMO                 | Lesotho        | 1        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFxMO                 | Madagascar     | 1        | Développement du marché interbancaire   |

| Financement Programme          | Territoire | Missions | Sujet   |
|--------------------------------|------------|----------|---|
| MFXMO                          | Madagascar | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFXMO                          | Madagascar | 3        | Système de prévision et d'analyse (SPA)   |
| MFXMO                          | Madagascar | 4        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFXMO                          | Maurice    | 1        | Opérations de change  |
| MFXMO                          | Maurice    | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFXMO                          | Maurice    | 3        | Pièce jointe  |
| MFXMO                          | Mozambique | 1        | Mise en œuvre de la stratégie opérationnelle de la politique monétaire  |
| MFXMO                          | Mozambique | 2        | Suivi de la mise en œuvre des interventions sur le marché des changes   |
| MFXMO                          | Seychelles | 1        | Communication de politique monétaire  |
| MFXMO                          | Seychelles | 2        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| MFXMO                          | Seychelles | 3        | Fourniture de liquidité d'urgence   |
| MFXMO                          | Zambie     | 1        | Système de prévision et d'analyse (SPA)   |
| MFXMO                          | Zambie     | 2        | Opérations de change  |
| MFXMO                          | Zimbabwe   | 1        | Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire   |
| Gestion des finances publiques | Angola     | 1        | Cadre des dépenses à moyen terme  |
| GFP                            | Angola     | 2        | Prévention des arriérés et gestion de trésorerie  |
| GFP                            | Angola     | 3        | Gestion des investissements publics   |
| GFP                            | Botswana   | 1        | Gestion de la dette et des passifs conditionnels  |
| GFP                            | Botswana   | 2        | Examen de la législation en matière de GFP  |
| GFP                            | Botswana   | 3        | Intégration du module climat dans l'évaluation de la gestion des investissements publics (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège du FMI) |
| GFP                            | Comores    | 1        | Compte unique du Trésor   |
| GFP                            | Comores    | 2        | Loi organique   |
| GFP                            | Comores    | 3        | Mise en place d'un organisme central de comptabilité  |
| GFP                            | Comores    | 4        | Cadre budgétaire à moyen terme  |
| GFP                            | Comores    | 5        | Gestion des risques budgétaires   |
| GFP                            | Eswatini   | 1        | Cadre des finances publiques à moyen terme  |
| GFP                            | Eswatini   | 2        | Gestion des investissements publics   |
| GFP                            | Eswatini   | 3        | Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège du FMI)                             |
| GFP                            | Eswatini   | 4        | Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels (suivi)  |
| GFP                            | Lesotho    | 1        | Cadre des finances publiques à moyen terme  |
| GFP                            | Lesotho    | 2        | Budgétisation favorisant l'égalité des sexes  |
| GFP                            | Lesotho    | 3        | Analyse des écarts (comptabilité / information budgétaire)  |
| GFP                            | Madagascar | 1        | Gestion de trésorerie et comptabilité du CUT  |
| GFP                            | Madagascar | 2        | Manuel de gestion des investissements publics   |
| GFP                            | Madagascar | 3        | Gestion d'actifs  |
| GFP                            | Madagascar | 4        | Gestion des risques budgétaires   |
| GFP                            | Madagascar | 5        | Compte unique du Trésor   |
| GFP                            | Maurice    | 1        | Feuille de route IPSAS  |

| Financement Programme | Territoire     | Missions | Sujet   |
|-----------------------|----------------|----------|---|
| GFP                   | Maurice        | 2        | Gestion des investissements publics   |
| GFP                   | Mozambique     | 1        | Réformes du Trésor public   |
| GFP                   | Mozambique     | 2        | Cadre des finances publiques à moyen terme  |
| GFP                   | Namibie        | 1        | Examen de la législation en matière de GFP  |
| GFP                   | Namibie        | 2        | Évaluation de la gestion des investissements publics (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège du FMI)     |
| GFP                   | Namibie        | 3        | Chiffrage/budgétisation des objectifs de développement durable  |
| GFP                   | Seychelles     | 1        | Gestion de la trésorerie  |
| GFP                   | Seychelles     | 2        | Suivi de la stratégie IFMIS   |
| GFP                   | Seychelles     | 3        | Évaluation de la gestion des investissements publics (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège du FMI)     |
| GFP                   | Afrique du Sud | 2        | Budgétisation favorisant l'égalité des sexes  |
| GFP                   | Zambie         | 1        | Gestion des risques budgétaires   |
| GFP                   | Zambie         | 2        | Gestion de trésorerie/Compte unique du Trésor   |
| GFP                   | Zimbabwe       | 1        | Préparation du budget - Chiffrage de référence  |
| GFP                   | Zimbabwe       | 2        | Information budgétaire - Suivi des dépenses   |
| GFP                   | Zimbabwe       | 3        | Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels  |
| GFP                   | Zimbabwe       | 4        | Gestion des investissements publics   |
| GFP                   | Zimbabwe       | 5        | Suivi de la gestion des investissements publics   |
| RSS                   | Angola         | 1        | Mise en concordance des séries trimestrielles du PIB avec les nouvelles séries annuelles des comptes nationaux      |
| RSS                   | Angola         | 2        | Amélioration des mesures de volume et de prix du PIB  |
| RSS                   | Angola         | 3        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Angola         | 4        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Angola         | 5        | Mise à jour de l'IPP  |
| RSS                   | Botswana       | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Botswana       | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Botswana       | 3        | Actualisation de l'IPC et construction/ actualisation de l'IPP  |
| RSS                   | Comores        | 1        | Aide à la mise en œuvre de techniques statistiques améliorées et du SCN 2008  |
| RSS                   | Comores        | 2        | Établissement de séries annuelles du PIB pour les dernières années  |
| RSS                   | Comores        | 3        | Perfectionnement de la comptabilité nationale   |
| RSS                   | Comores        | 4        | Perfectionnement de la comptabilité nationale   |
| RSS                   | Comores        | 5        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Comores        | 6        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Comores        | 7        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Eswatini       | 1        | Apprentissage entre pairs - IPC - Système de production de l'IPC et du l'IPP  |
| RSS                   | Eswatini       | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Eswatini       | 3        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |

| Financement Programme | Territoire     | Missions | Sujet   |
|-----------------------|----------------|----------|---|
| RSS                   | Eswatini       | 4        | Examen du mode de calcul de l'IPP   |
| RSS                   | Lesotho        | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Lesotho        | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Lesotho        | 3        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Madagascar     | 1        | Mise à jour de l'IPC  |
| RSS                   | Madagascar     | 2        | Amélioration des séries trimestrielles du PIB selon l'approche de la production et à prix courants                  |
| RSS                   | Madagascar     | 3        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Madagascar     | 4        | PIB - Tableaux de processus   |
| RSS                   | Maurice        | 1        | Établissement des comptes du secteur institutionnel   |
| RSS                   | Maurice        | 2        | Établissement de comptes et de bilans financiers sectoriels trimestriels  |
| RSS                   | Maurice        | 3        | Examen de l'alignement de l'indice des prix de l'immobilier résidentiel   |
| RSS                   | Mozambique     | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels  |
| RSS                   | Mozambique     | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels  |
| RSS                   | Namibie        | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Namibie        | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Namibie        | 3        | Développement des indices des prix à la production  |
| RSS                   | Namibie        | 4        | Développement des indices des prix à la production  |
| RSS                   | Seychelles     | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Seychelles     | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et amélioration des comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Seychelles     | 3        | Construction et actualisation de l'IPP  |
| RSS                   | Seychelles     | 4        | Actualisation de l'IPC et construction/ actualisation de l'IPP  |
| RSS                   | Afrique du Sud | 1        | Amélioration des corrections des variations saisonnières  |
| RSS                   | Afrique du Sud | 2        | Développement des indices de prix de l'immobilier résidentiel   |
| RSS                   | Afrique du Sud | 3        | Développement des indices de prix de l'immobilier résidentiel   |
| RSS                   | Zambie         | 1        | Aide à l'analyse rétrospective du PIB annuel  |
| RSS                   | Zambie         | 2        | Amélioration des mesures de volume et de prix du PIB  |
| RSS                   | Zambie         | 3        | Mise à jour de l'IPP  |
| RSS                   | Zimbabwe       | 1        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et établissement de comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Zimbabwe       | 2        | Changement de l'année de référence des comptes nationaux annuels et établissement de comptes nationaux trimestriels |
| RSS                   | Zimbabwe       | 3        | Développement des indices des prix à la production  |
| TADM                  | Angola         | 1        | Mise en œuvre de la stratégie   |
| TADM                  | Angola         | 2        | TVA   |
| TADM                  | Angola         | 3        | Gestion du risque de non-conformité   |

| Financement Programme | Territoire     | Missions | Sujet  |
|-----------------------|----------------|----------|--|
| TADM                  | Botswana       | 1        | Gestion du risque de non-conformité  |
| TADM                  | Botswana       | 2        | Unité des gros contribuables   |
| TADM                  | Botswana       | 3        | Organigramme   |
| TADM                  | Comores        | 1        | Gestion de la conformité   |
| TADM                  | Comores        | 2        | Enregistrement   |
| TADM                  | Comores        | 3        | Utilisation du logiciel SIGIT  |
| TADM                  | Eswatini       | 1        | Assurances   |
| TADM                  | Eswatini       | 2        | Formation à l'audit  |
| TADM                  | Eswatini       | 3        | Assurances   |
| TADM                  | Lesotho        | 1        | Gestion du risque de non-conformité  |
| TADM                  | Lesotho        | 2        | Recouvrement de créances 2   |
| TADM                  | Lesotho        | 3        | Gestion du risque de non-conformité  |
| TADM                  | Lesotho        | 4        | Prix de transfert  |
| TADM                  | Madagascar     | 1        | Services aux contribuables   |
| TADM                  | Madagascar     | 2        | Respect des obligations en matière de TVA                                  |
| TADM                  | Madagascar     | 3        | Respect des obligations en matière de TVA                                  |
| TADM                  | Madagascar     | 4        | Analyse des données aux fins de la gestion du risque de non-conformité (3) |
| TADM                  | Madagascar     | 5        | Services aux contribuables   |
| TADM                  | Maurice        | 1        | Études analytiques poussées  |
| TADM                  | Mozambique     | 1        | Vérification des comptes   |
| TADM                  | Mozambique     | 2        | Paiement et dette  |
| TADM                  | Namibie        | 1        | Examen des processus opérationnels   |
| TADM                  | Namibie        | 2        | Gestion du risque de non-conformité  |
| TADM                  | Namibie        | 3        | Vérification des comptes   |
| TADM                  | Seychelles     | 1        | Recouvrement de créances   |
| TADM                  | Seychelles     | 2        | Plan de renforcement de la discipline fiscale                              |
| TADM                  | Seychelles     | 3        | Respect des obligations fiscales au titre de la loi FATCA                  |
| TADM                  | Seychelles     | 4        | Recouvrement de créances   |
| TADM                  | Afrique du Sud | 1        | Prix de transfert  |
| TADM                  | Zambie         | 1        | Respect des obligations fiscales par secteur d'activité                    |
| TADM                  | Zimbabwe       | 1        | Mise en œuvre de la stratégie  |
| TADM                  | Zimbabwe       | 2        | Vérification des comptes   |
| TADM                  | Zimbabwe       | 3        | Recouvrement de créances   |
| TADM                  | Zimbabwe       | 4        | Recouvrement de créances   |
| TADM                  | Zimbabwe       | 5        | Feuilles de route de l'assistance technique                                |
| TADM                  | Zimbabwe       | 6        | Mise en œuvre de la stratégie  |

BSR = Banking Supervision and Regulation (contrôle et réglementation bancaires) ; CADM = Customs Administration (douanes) ; FFL = Financial and Fiscal Law (droit financier et budgétaire) ; FMIF = Financial Market Infrastructure and Fintech (infrastructures des marchés financiers et technologies financières) ; MFXMO = Money and FX Market Operations (opérations sur les marchés monétaires et de change) ; PFM = Public Financial Management (GFP, gestion des finances publiques) ; RSS = Real Sector Statistics (statistiques du secteur réel) ; TADM = Tax Administration (administration fiscale).

## Annexe IV

# Séminaires en personne et à distance et ateliers sur mesure prévus pour l'exercice 2023

### PROGRAMME BUDGÉTAIRE

- (1) Données et gouvernance budgétaires
- (2) Normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS)
- (3) Dématérialisation de la GFP et transparence budgétaire
- (4) Gestion des risques budgétaires liés au changement climatique
- (5) Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels des entreprises publiques
- (6) Commerce illicite, en collaboration avec la SADC
- (7) Continuité des activités, reprise des activités après une catastrophe et plans d'urgence
- (8) Plan de maintien des activités financé par l'initiative de développement des capacités du FMI dans le contexte de la crise de la COVID-19

### STABILITÉ DES SECTEURS MONÉTAIRE ET FINANCIER

- (9) Paiements internationaux à l'ère du numérique
- (10) Évolutions des dispositifs relatifs aux monnaies numériques de banque centrale
- (11) Principes applicables aux infrastructures des marchés financiers (IFA)
- (12) Systèmes de prévision et d'analyse (SPA)
- (13) Communication sur la politique monétaire (niveau avancé)
- (14) Communication sur la politique monétaire (introduction)
- (15) Cybersécurité
- (16) Mise en pension de titres
- (17) Développement des marchés (niveau avancé)
- (18) Développement des marchés (introduction)
- (19) Cybersécurité - Rédaction d'un projet de manuel sur le contrôle des risques
- (20) Gouvernance d'entreprise appliquée aux banques

### PROGRAMME STATISTIQUE

- (21) Construction d'un indice des prix à la production
- (22) Compétences analytiques des comptes nationaux
- (23) Éléments fondamentaux des statistiques de prix

## PROGRAMME DE FORMATION DE L'IDC

- (24) Surveillance du secteur financier
- (25) Politiques du secteur financier
- (26) Analyse macroéconomique générale - Prévion immédiate
- (27) Climat
- (28) Monnaie numérique
- (29) Indicateurs à haute fréquence/comptes nationaux trimestriels (introduction)

## LÉGISLATION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE (DÉPARTEMENT JURIDIQUE)

- (30) Rôle des cadres juridiques dans la lutte contre les inégalités entre les sexes

Note : certaines des activités ci-dessus seront menées en collaboration avec l'IFA et des partenaires régionaux.







#### **AFRITAC Sud**

7th Floor Bramer House, 66C2  
Cybercity Ebene, Mauritius  
T : +(230) 401.2500  
Télécopie : +(230) 468.1618  
awane@IMF.org  
Courriel : afsweb@IMF.org  
southAFRITAC.org

---

#### **FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

Institut pour le développement des capacités  
Division partenariat global

700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431 USA  
T : +(1) 202.623.7636  
Télécopie : +(1) 202.623.7106  
Courriel : GlobalPartnerships@IMF.org